

France. Arrêt sur image. Transcriptions

POLITIQUE

DROITE/GAUCHE

Micro-trottoir p. 14

Donc, moi, j'appartiens en fait traditionnellement à une famille de gauche. Je dis traditionnellement parce que ça a toujours été un peu comme ça chez nous. Mais, bon, moi, la politique... je pense d'ailleurs que ma génération, on est un peu en dehors de la politique, quoi... ça nous intéresse plus trop. Moi personnellement, ça m'intéresse pas parce que je sais que de toute façon c'est tout le temps la même chose, il n'y a pas vraiment de choses qui évoluent, qui peuvent m'apporter quelque chose. Bien sûr, je fais attention aux extrêmes puisqu'en 2002 on a eu assez peur quand même avec Jean-Marie Le Pen. J'ai une conscience politique, je vote mais, bon, c'est vraiment ... ça passe en arrière plan, quoi, parce que je ne me sens pas du tout concerné.

Mes parents, ils sont, disons, de gauche, on est une famille de gauche. Peut-être parce qu'on a des origines un peu populaires, etc., même si aujourd'hui on fait partie de la classe moyenne. Parce qu'en fait mes grands-parents étaient des immigrés aussi, mes arrière-grands-parents. Donc voilà. C'était une tradition qui est vis-à-vis de ça.

Par exemple, mes grands-parents du côté de mon père ils sont... c'était des communistes qui ont un peu changé. Mon grand-père a un peu changé après quand il a appris tout ce qui s'est passé en Russie. Il est resté toujours communiste dans l'âme mais il n'était plus au parti. Ma grand-mère, elle est restée un peu... je crois qu'elle vote toujours communiste. Mes parents pas du tout, ils sont même anticommunistes mais ils sont plus de gauche, quoi.

Eh donc, pour nous, la différence en gros entre la droite et la gauche c'est que la gauche c'est quand même le côté social et on privilégie un peu le côté social, quoi. C'est-à-dire plus d'aides aux plus démunis, une espèce de partage entre guillemets des richesses et des possibilités pour ne pas privilégier une classe spécifique, quoi. Tandis que la droite c'est quand même plus... il y a le côté... c'est libéralisme économique, c'est un peu du chacun pour soi. Celui qui bosse, qui a les moyens de travailler et qui vient bien sûr d'une famille où il peut travailler. C'est-à-dire que... une famille déjà qui est blanche (parce qu'en France aussi c'est important), qui habite dans des lieux assez privilégiés c'est-à-dire que... on sait très bien, enfin, en France – si on habite dans une cité parisienne réputée un peu dangereuse, chaude, comme on dit en français, c'est beaucoup plus dur de trouver du boulot même si on a un niveau universitaire très élevé, quoi. Ça, c'est sûr.

Donc, la droite, justement, elle privilégie ces gens qui ont une facilité due à leurs parents. Moi, je pense que je suis plus de gauche parce que j'ai plein d'amis, parce que je côtoie des gens, voilà, quoi. Et puis, j'ai l'habitude de voir la différence et ça me fait mal des fois de savoir que voilà il y a des gens qui peuvent tout se permettre et d'autres – non, parce que simplement ils habitent dans des quartiers pas terribles, parce que simplement ils ont des parents qui sont ouvriers ou qu'ils ont pas les possibilités, quoi.

Et donc, pour moi, la droite... oui, c'est un peu l'image de l'individualisme, de l'anonymat, de chacun pour soi et des entreprises, de tout ça, quoi. Et en fait ceux qui votent pour ça, moi, j'en connais parce que dans ma famille mes grands-parents ils votent à droite. C'est un peu la sécurité mais la sécurité dans le confort, c'est-à-dire que déjà qu'on vit dans le confort c'est plus facile. C'est justement pour garder pour soi ses facilités, rien lâcher aux autres, rien donner aux autres.

ENGAGEMENT POLITIQUE

Micro-trottoir p. 23

Olivier : Oui, je me sens politiquement engagé et politiquement actif, mais pas politiquement encarté. On peut être politiquement engagé parce que être politiquement engagé ça veut dire s'engager dans les affaires de la cité, et les affaires de la cité, ça peut être un engagement auprès d'un parti politique qui représente des opinions, mais aussi auprès d'associations, auprès d'autres organismes qui peuvent être de diverses formes... Et voilà. Et toi, Jean-Pierre ?

Jean-Pierre : Moi, ce que je me dis, c'est que faire peut-être une différence entre le politique qui nous engage dans la société et dans nos rapports à la société, et la politique qui effectivement ... qui passe par le parti et un engagement de parti, et qui est peut-être pas non plus la même chose et qui est désagréable parce que c'est souvent lié à des personnes, c'est lié à des discours, c'est lié à des programmes, sur lesquels on peut pas avoir non plus une vision globale. Et en fait, dans le système aussi démocratique, c'est la seule chose qu'on nous demande, c'est de répondre « oui » ou « non ». Et ça, c'est quand même.. on aura toujours envie d'avoir un esprit critique. Alors, je sais pas si cet esprit critique, on peut l'avoir au sein d'un parti, et puis euh...si ça donne pas justement non plus trop bonne conscience, d'être dans un parti pour se dire que justement on réfléchit pas parce qu'il y a des gens, il y a un système qui fait qu'on réfléchit pour toi. Alors, tous les 4 ans, ou tous les 5 ans, maintenant les 5 ans, je crois que l'engagement politique passe effectivement par des élections. Alors là, c'est « oui-non ». C'est toujours un peu chiant de voter contre des personnalités, mais déjà ça permet de faire un choix, et puis d'espérer qu'il y a la majorité sur le choix que l'on fait... je sais pas... Mais, en tout cas, ce que je me sens, c'est que la politique m'intéresse, et qu'on peut interférer sur le politique, donc, par des façons qui passent pas forcément par les partis. Voilà. Hélène ?

Hélène : Bon, moi, je vais faire une réponse ... de normande. Je vais dire... non, même plus que de Normandie, je vais dire : non, je ne me sens pas politiquement engagée. Si le politique c'est les partis politiques, non, je ne suis pas engagée. Moi, ça a pas beaucoup de sens en fait, c'est vrai que ça a perdu du sens. Et que la politique, je m'en sens très éloignée. Que c'est une espèce de jeu de marionnettes, et que je vis dans mon petit monde, que j'essaie de vivre honnêtement... en essayant d'avoir des relations interindividuelles qui me paraissent correctes. Mais sur le politique, c'est-à-dire une action globale, je me sens complètement désengagée. Et je ne sais pas par quel bout le prendre, pour quel programme je peux être, à qui je peux faire confiance et comment agir dans cette sphère-là. Donc, non, je me sens absolument désengagée.

Olivier : Je reprends le micro. Il y a l'engagement politique auprès de partis politiques, et c'est un engagement minimum. C'est quand on va participer à des élections tous les 5 ans. C'est déjà un gros degré parce que vu le nombre d'abstentions, vu la quantité d'abstentions qu'il y a aux élections en France, on finit par n'être plus qu'un tiers de la population qui va voter. Ça fait quand même... c'est déjà une forme d'engagement politique assez sérieux parce qu'un tiers de la population se dit : ah bah oui, finalement, allez, dimanche je vais voter. C'est quand même des gens sérieux, ça. Alors, il y a ce type d'engagement-là qui est minimum, et puis il y a un type d'engagement dans lequel on peut faire tout un tas de choses, tout ce qu'on appelle la société civile de manière générale, lorsqu'on décide de participer à des manifestations, lorsqu'on décide de s'engager dans des associations qui vont aider des personnes en difficulté, pour une raison X ou Y, ou lorsqu'on participe à des débats, ou lorsqu'on va casser la gueule de quelqu'un à la sortie d'un café parce que c'est un Front national. Eh bien, c'est une forme d'engagement politique. Et ça, à mon avis, c'est une forme d'engagement politique très importante. Voilà.

VERS LE DALF

Compréhension orale Première partie p. 27

- Gilles Finchelstein, bonjour.
- Bonjour, Karim Amellal.
- Vous êtes le directeur général de la fondation Jean Jaurès et vous êtes l'auteur d'une note sur ce que vous appelez « Le nouveau paysage idéologique de la France ». Gilles Finchelstein, est-ce que cette note, c'est la stratégie qui va permettre à la gauche de remporter la prochaine élection présidentielle ?
- L'objectif qu'on poursuit quand on publie une note comme ça, quand on réalise avec Ipsos une grosse étude sur le paysage idéologique français, c'est d'essayer de savoir quel est le fond de décor d'une élection. On avait fait quasiment la même étude il y a 10 ans. Il y a 5 ans on avait fait une étude sur les ouvriers et les employés qui avait donné lieu à une publication qui s'appelait « Le descenseur social », et pour l'élection présidentielle de 2012, eh bien, on a fait les deux. On a fait une grosse étude sur le clivage. C'est celle que nous allons évoquer maintenant. Et on a fait aussi une autre étude sur les milieux populaires, et notamment sur les ouvriers, qui a donné lieu à une autre publication qui s'appelle « Le point de rupture », d'Alain Mergier et de Jérôme Fourquet.
- Parlons du clivage justement, et du premier de ces clivages, le clivage droite/gauche. René Rémond avait l'habitude de dire que c'était la « summa divisio » de notre histoire politique, c'est-à-dire le clivage le plus structurant de notre histoire politique. Ça fait 20 ans, peut-être plus, qu'on dit que ce clivage est dépassé, plus trop d'actualité. Or, votre étude, l'étude que vous avez réalisée avec IPSOS montre que ce n'est pas tout à fait vrai. Vous avez une jolie formule d'ailleurs pour expliquer la perception du clivage par les Français, ce clivage droite/gauche. Vous dites que les Français ne sont plus croyants mais sont encore pratiquants. Expliquez-nous.
- C'est vrai que René Rémond est contesté. Ce clivage, il est institutionnellement encore structurant parce qu'avec un mode de scrutin d'élection présidentielle à deux tours au suffrage universel direct on se retrouve, sauf exception comme en 2002, avec un affrontement entre la gauche et la droite et donc une bipolarisation de la vie politique française.
- Oui, c'est la règle électorale et cette règle électorale pour le coup n'a jamais été contestée.
- Donc, électoralement, institutionnellement, il est structurant. La question, c'est idéologiquement, dans la représentation que l'on se fait de la société, est-ce que ça correspond encore à la réalité ? C'est ce point-là qui est contesté. Et effectivement, quand vous interrogez les Français sur le point de savoir si le clivage droite/gauche est pertinent ou si il est dépassé, eh bien, vous avez 58% des Français qui vous disent : « C'est dépassé ». En réalité, ce n'est pas un phénomène nouveau, ça fait 20 ans, ça fait même presque 30 ans, que l'on est sur des chiffres qui sont à peu près analogues.
- Vous avez un point de départ, c'est 1983, c'est le tournant de la rigueur.
- Il y a une première inflexion, vous avez raison, qui est au moment du tournant de la rigueur, 83.
- Pourquoi 1983 ? C'est l'irruption de l'économie et donc d'une sorte de pensée unique qui nivelle le clivage droite/gauche ?
- C'est un moment où on a le sentiment que le clivage gauche/droite n'est plus aussi absolu que l'impression ou l'espérance que l'on pouvait avoir avant, dans les années 70 et en 1981. Donc, il y a un premier point d'inflexion en 1983. Et puis, il y a un deuxième point d'inflexion à la fin des années 80, au moment de la chute du mur de Berlin.
- Qui est plus global celui-là.
- Il est plus global. Depuis 1989 vous avez à peu près 55 à 60% des Français qui disent : « C'est dépassé ». Et ça c'est vrai quel que soit l'âge, quelle que soit la catégorie socio-professionnelle et à peu près quelle que soit la préférence partisane. Il y a une exception, une seule, ce sont les sympathisants socialistes qui sont les derniers à considérer majoritairement que ce clivage est pertinent. Donc, plus croyants mais pratiquants. Pratiquants, ça veut dire quoi ? Cela veut dire d'abord que quand vous leur demandez non plus si le clivage est pertinent ou pas mais si, eux, ils acceptent de se positionner sur une échelle gauche/droite. Eh bien, vous avez 75% des Français qui se positionnent, 25% qui refusent, qui disent qu'ils ne savent pas ou qui se positionnent au centre.
- On sait d'où ils viennent, ces 25%, d'ailleurs, qui refusent de se positionner ?
- Ils sont assez répartis.
- D'accord.
- Mais les 75% qui acceptent de se positionner, c'est déjà une première réponse pour montrer qu'ils sont pas croyants

mais ils sont pratiquants. Et d'ailleurs, ils se positionnent plutôt légèrement à gauche qu'à droite.

– C'est ce qu'on appelle « les sympathisants » ?

– C'est ce qu'on appelle les sympathisants de gauche. Mais il y a un deuxième élément sur « ils sont encore pratiquants ».

C'est lorsque vous les interrogez sur leur représentation de la société, en ce moment-là vous voyez réapparaître sur quasiment chaque question un clivage entre la gauche et la droite.

– Par exemple ?

– Par exemple, lorsque vous leur demandez quelles sont leurs priorités, eh bien, vous n'avez pas les mêmes priorités selon que vous êtes un sympathisant socialiste ou...

– Priorités ou préoccupations ?

– Priorités, préoccupations. Quels sont les sujets qui leur paraissent les plus importants.

– L'emploi, la sécurité sociale, etc.

– Tout le monde dit, ou à peu près, le chômage et le pouvoir d'achat. Mais, en revanche, quand on est un sympathisant de gauche, on dit « les inégalités sociales » massivement. Quand on est un sympathisant de droite, on dit « la sécurité » massivement. D'ailleurs, quand on est sympathisant du Front National, on dit « l'immigration » encore plus massivement. Donc c'est un premier exemple. Deuxième exemple, quand vous demandez aux Français ce qu'ils pensent de la manière dont fonctionne la société, est-ce que la manière dont elle fonctionne permet de réduire les inégalités ou pas, eh bien, pour 62% des électeurs de gauche, des sympathisants de gauche, la société ne permet pas de réduire les inégalités. Le même chiffre, 62% des sympathisants de droite disent soit : « ça permet de réduire », soit : « ça n'aggrave pas » mais en tout cas ils sont plutôt satisfaits de la manière dont fonctionne la société. On peut multiplier à l'envie les exemples. J'en prends encore un dernier. La question qui est une des questions qui taraudent la société française, qui est celle de l'assistanat. On sait que le mot « assistanat » est un mot qui est massivement rejeté et donc volontairement...

– Rejeté par qui ?

– Massivement. Par les sympathisants de droite et de gauche.

– Par l'ensemble des Français ?

– Par l'ensemble des Français et notamment par les milieux populaires, c'est ce qu'on avait vu il y a 5 ans quand on avait publié « Le descenseur social ». Quand la spirale dans laquelle vous vous situez n'est plus une spirale ascendante mais une spirale descendante, c'était le sens du descenseur social.

– C'est ce qu'on appelle « le déclassement »

– Quand on regarde vers le bas, la figure qu'on rejette le plus, c'est celle des assistés. Et c'était donc un mouvement qui était déjà massif il y a 5 ans. Donc, ça c'est la toile de fond. Mais on a posé la question de manière un peu dure qui est : « Est-ce que vous considérez que notre société évolue vers trop d'assistanat ou au contraire qu'il n'y a pas suffisamment de solidarité envers ceux qui en ont besoin ? » Eh bien, posée comme ça, vous avez une opinion qui est partagée et qui est clivée. Les sympathisants de droite, très massivement, plus de 70%, disent qu'il y a trop d'assistanat. Les sympathisants de gauche disent avec une majorité nette, plus de 60%, qu'il n'y a pas assez de solidarité.

Deuxième partie

Document 1 p. 28

Militant c'est un mot intéressant parce que c'est vraiment un mot du XX^{ème} siècle, en tout cas dans le sens qu'on lui connaît parce que bien entendu il est beaucoup plus ancien que cela. Il a été construit à partir du verbe « militer » qui évoque « militaire » et qui en ancien français voulait dire « faire la guerre, avoir une activité militaire ».

Mais c'est un sens qu'on a totalement oublié aujourd'hui, car « militer » maintenant cela veut dire « agir activement pour faire triompher une cause » ou pour faire, disons, avancer une cause, pour agir dans le sens de ses idées.

Cette signification, elle est clairement associée à la vie politique. Un militant d'abord c'est donc quelqu'un qui appartient à une organisation, politique en général, et qui en est membre officiellement : il a sa carte, il paye sa cotisation.

Document 2 p. 28

« La Première dame n'a pas de statut particulier en France au sens institutionnel ou constitutionnel du mot statut. Elle ne dispose d'aucun salaire ni officiellement de cabinet à l'Élysée. Cependant depuis longtemps, elle a une place dans l'ordre protocolaire : à la fois hôtesse du palais de l'Élysée et présente lors des voyages du Président à l'étranger ou dans les cérémonies et les sommets internationaux.

En France, on pourrait dire que le rôle de la Première dame est moins fort qu'aux États-Unis. Ainsi les Français ne comprendraient pas qu'elle figure dans la liste des conseillers chargés de réfléchir à une grande réforme politique comme cela avait été le cas pour Hillary Clinton à propos de la réforme du système de santé à l'époque où son époux, Bill Clinton, était président des États-Unis.

En revanche, sa place est bien plus forte que dans la plupart des autres pays européens où les conjoints des dirigeants restent très discrets et souvent continuent leur carrière professionnelle comme si de rien n'était. Et par exemple Joachim Sauer, le mari d'Angela Merkel, est connu pour sa discrétion.

Bref, je dirais qu'entre les États-Unis et l'Allemagne, la France offre un modèle intermédiaire de Première dame. »

Document 3 p. 29

Qu'est-ce qui motive les hommes politiques aujourd'hui ? Je pense qu'il y en a encore, en tout cas je l'espère beaucoup, qui sont motivés pas les vraies convictions. Sachant que ces convictions se heurtent à la réalité. C'est-à-dire qu'on peut avoir des convictions, on peut dire qu'on voudrait que le monde soit comme ça, sauf que le monde n'est pas comme ça, il est comme ça. C'est-à-dire qu'entre ce qui se passe sur les marchés financiers, ce qui se passe dans les grandes entreprises et leurs moyens de pression, leurs lobbies, ce qui se passe dans les institutions internationales, comme l'Europe, concernant la France, fait que la marge de manœuvre est très limitée. Donc, les gens qui ont des convictions, à un moment ou à un autre, se fracassent sur la réalité.

Document 4 p. 29

Les jeunes ont les taux de participation aux votations les plus faibles. Alors pourquoi votent-ils si peu ?

Interviewée 1 :

– Oui, je vote.

– Et pourquoi ?

– Parce que je trouve que c'est quelque chose d'important quand on voit des pays où ils n'ont pas le droit de vote. Je trouve que c'est une bonne chose de pouvoir voter et donner son avis.

Interviewé 2 :

– Pas particulièrement. J'écoute quelque chose avec la télé mais pas vraiment grand-chose.

Interviewé 3 :

– Les projets de loi, etc sont quand même très difficiles à comprendre et ils se contredisent. Donc, je pense que si n'on a pas forcément les parents derrière nous pour, comment dire, nous aider, ça ne m'étonne pas qu'il y a des jeunes qui ne savent pas quoi voter et au final, ils ne votent pas, quoi.

Interviewée 4 :

– Il y a quand même des gens qui se sont battus pour que tout le monde puisse voter, donc. Après, il y a des choses qui me touchent plus que d'autres. Des fois je vote, des fois pas mais c'est vrai qu'en général j'essaie quand même de participer, quoi.

SOCIÉTÉ

TRAVAILLER

Décryptage p. 40

« C'est mon boulot », la chronique sur France info consacrée au monde du travail avec Philippe Duport :

– Bonjour, Philippe

– Bonjour, Agnès

– Ça y est, nous y sommes, nous sommes le premier mai, fête de travail, une célébration qui fait polémique. Nous en parlions hier, dans cette chronique. Philippe, vous demandiez avec vos invités si les Français aiment le travail. La réponse est plutôt « oui », mais est-ce qu'ils aiment leur travail, les conditions dans lesquelles ils l'exercent, ça c'est une autre histoire. Philippe, vous revenez aujourd'hui sur cette question avec vos invités.

– Oui, mes invités. Dominique Méda, bonjour !

– Bonjour !

Vous êtes philosophe et professeur de sociologie à l'Université Paris-Dauphine. Patrick Legeron, docteur, Patrick, bonjour. Vous êtes psychiatre..

– Bonjour

– Directeur du cabinet Stimulus, spécialisé dans la lutte contre le stress et la prévention des risques psycho-sociaux. Alors, vous avez tous les deux dit hier dans cette chronique que les Français étaient très attachés au travail et pourtant toutes les études montrent qu'il y a aussi de la souffrance, du stress. Docteur Patrick Legeron, vous conseillez les entreprises dans la chasse au stress depuis de nombreuses années. Quel constat faites-vous sur ce plan-là ?

– Le constat est assez dramatique parce que, d'abord, l'enquête menée par Radio France sur « Quel travail voulons-nous ? » indiquait que près de deux tiers des répondants se sentaient soit fatigués soit que le travail était trop dur, qu'ils n'arrivaient pas à y faire face, avec un quart qui indiquaient que le travail c'était formidable. Donc, on voit quand même que les émotions négatives de ce qu'on peut appeler « la souffrance au travail », est une réalité et, donc, c'est une problématique importante parce que l'impact sur non seulement la santé en termes de dépression, de burn out, de risques de suicide dont on a beaucoup parlé dans notre pays, mais aussi l'impact en termes de motivation des salariés pour des performances de l'entreprise est considérable.

– Dominique Méda, vous êtes observatrice du monde du travail, sociologue, philosophe, ça se dégrade. Comment expliquez-vous ça, les conditions, effectivement, se dégradent dans le travail ?

– Oui, je pense qu'on peut dire que pour un certain nombre de personnes, les conditions d'exercice du travail se sont dégradées. Et ça se voit dans ce qu'on a appelé « le paradoxe français ». C'est-à-dire des Français très attachés au travail mais des Français qui souhaitent en fait que le travail prenne moins de place parce qu'il leur apporte d'une certaine manière de moins en moins de satisfaction, alors, on peut expliquer ça de pas mal de manières. Il y a la question des relations entre salariés et employeurs qui ne sont pas bonnes en France. Il y a des conditions concrètes d'exercice du travail et de l'emploi, il y a la pression que le chômage fait peser. Le fait que les personnes ne trouvent pas de perspectives d'évolution dans leur travail, la question lancinante des salaires qui n'augmentent pas, le stress et la charge de travail et puis, le débordement du travail sur leur vie.

– Comment se manifeste dans les cabinets des spécialistes cette dégradation ? On dit souvent que l'individualisation des relations de travail... on se sent seul dans son travail, face à son travail, est-ce que vous constatez ça ?

– Oui, tout à fait. Il y a quatre grands facteurs que je vais résumer rapidement. Tout d'abord, le sens du travail. Les gens ont de plus en plus le sentiment que le travail est fait pour alimenter les fonds de pensions, que la course à la productivité, la rentabilité au détriment d'un travail de qualité, bien fait, est importante. La deuxième chose, c'est l'organisation du travail. On voit la partialisation, on revient à des formes de taylorisme. Même dans des endroits comme les banques, les assurances, les gens ressentent de plus en plus, vous savez, « Les Temps modernes » de Chaplin : c'est-à-dire on a une toute petite action à faire et on n'en a pas une vision globale, il y a une perte d'autonomie. Une troisième chose qu'on voit bien dans l'enquête Radio France mais aussi dans d'autres types d'enquête c'est la problématique du management à la française. Les managers sont devenus davantage comme de bons techniciens mais qui passent leur temps à consulter les tableaux Excel, à donner

des chiffres mais très peu de temps à soutenir les salariés. Le monde du travail qui devrait être un monde de collectivité, un monde de qualité de relations sociales extrêmement fortes disparaît, le collectif s'effondre. Les individualisations faites, par exemple, dans la rémunération font que les gens ont de plus en plus le sentiment d'être complètement seuls mais c'est pas le travail qui est remis en question, c'est les conditions qui doivent être revues au niveau de l'organisation, du management, du collectif, du sens. Donc, il y a tout un véritable chantier pour donner pleinement place et force au travail.

- Dominique Méda, à vous la conclusion, philosophe, quelques mots. Malheureusement, le travail qui rend heureux, qu'est-ce que c'est au fond, quel travail voulons-nous?

- Les auditeurs de Radio France nous ont dit que le travail idéal consistait à continuer à apprendre des choses et à réussir quelque chose. Je crois que ce qui est important, c'est le décalage complet que l'on observe entre ce travail idéal et la réalité. Et je crois qu'il faut prendre au sérieux le message des auditeurs de Radio France qui nous disent en gros que les logiques de productivité, de rentabilité développées de manière obsessionnelle altèrent le sens du travail et donc ce que nous voulons, c'est travailler mieux, faire du travail de qualité pour justement mettre en œuvre ce travail idéal.

- Merci, merci, Dominique Méda, philosophe et professeur de sociologie à l'Université Paris-Dauphine. Merci également, docteur Patrick Legeron, psychiatre, directeur du cabinet Stimulus, spécialisé dans la lutte contre le stress et la prévention des risques psycho-sociaux. Merci pour avoir participé à ces deux débats hier et aujourd'hui sur France Info.

- Débats que vous pouvez retrouver sur notre site Internet franceinfo.fr

VIVRE ENSEMBLE

Décryptage p. 50

«L'histoire d'une société qui tombe et au fur et à mesure de sa chute se répète sans cesse pour se rassurer: jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien... L'important c'est pas la chute, c'est l'atterrissage.» 17 ans après le film emblématique « La Haine » sur le malaise des banlieues françaises, 30 ans après les premières émeutes dans ces banlieues, la problématique est la même. Un cocktail unique en Europe de chômage, de décrochage scolaire, de ghéttoïsation, de discriminations, de rancœurs, qui engendrent l'économie souterraine, la montée de l'islam radical, la colère, la violence, régulièrement. Il y a 7 ans, les événements de 2005 semblaient marquer un tournant, mais là encore, depuis, rien ou presque n'a changé. Pourquoi?

Benoit Hamon, ministre délégué à l'Économie solidaire et sociale :

« Se cristallisent là des difficultés qui sont des difficultés particulières avec des années et des années d'abandon de politiques publiques. »

Pap Ndiaye, historien :

« Ce qui est caractéristique de ces politiques publiques, c'est leur discontinuité dans le temps, et c'est aussi l'effet de saupoudrage. »

Mohamed Mechmache, président d'ACIlefeu :

« Parce qu'il n'y a pas une vraie volonté de faire bouger les choses. On continue de mettre des rustines dans des chambres à air ou il n'y a plus la place de mettre ces rustines, et on ne prend pas le problème réellement comme il faut. »

Michèle Picard, maire de Venissieux :

« Vous aurez beau faire n'importe quoi au niveau local, si au départ les missions régaliennes de l'État ne sont pas remplies, à un moment donné, nous, c'est un pansement sur une jambe de bois. »

La rénovation urbaine notamment, lorsqu'elle a eu lieu n'est souvent qu'un cache-misère. Une vitrine améliorée qui dissimule les problèmes mais ne les règle pas. Ici, à Clichy-sous-Bois, quartier du Chêne Pointu, d'où sont parties les émeutes en 2005, rien n'a été fait. L'habitat comme les mentalités, se dégradent.

Dans ces tours, il n'y a plus de chauffage. Pas depuis 15 jours ou un mois, mais depuis 3 ans. Plus d'ascenseur non plus. 40% de chômage chez les moins de 25 ans et un refus quasi systématique de nous parler. Il n'y a plus de confiance, ni envers les médias, ni envers la France.

Juste un sentiment d'abandon.

Des centaines de reportages sur les banlieues en 30 ans, des mises en scène parfois, beaucoup de clichés et très peu d'avancées bien sûr. L'amalgame entre médias, police, État est fréquent. Ces « territoires » sont peu à peu devenus des zones à part, des zones de non droit souvent, où celui qui n'en est pas issu n'est pas le bienvenu.

Loin des regards, à l'écart, Abdel accepte de nous parler. Il est né et a grandi à Clichy. Il fait de l'infographie, c'est un autodidacte. Sa démarre doucement mais sûrement. Le malaise de sa génération et des précédentes, il l'explique avant tout par l'histoire de la France :

« C'est comme si la France, c'était mon père, et que moi j'étais un enfant illégitime qu'on refuse de reconnaître et compagnie... Et les gens en ont marre, voilà. Les parents, ils paient les impôts comme tout le monde, et là on les met sur le côté, c'est comme si on n'avait pas besoin d'eux. Mais on a eu besoin d'eux quand on est parti les chercher chez eux, on a eu besoin d'eux pour reconstruire la France après la 2^{ème} guerre mondiale et aujourd'hui on en a plus besoin, c'est-à-dire dégagez, on veut plus de vous... »

— Est-ce que tu te sens Français?

— Non.

— Pourquoi?

— Comme ça...

— Tu te sens quoi alors?

— Moi, je me sens banlieusard.

— Sérieux?

— Non, franchement, pas du tout.

Je vis en France, ma culture, c'est une culture française que j'ai eue, mais quand je vois que j'ai des problèmes ou quand je vois que j'ai besoin d'aide, elle ne me tend pas le bras... »

Force est de constater que le malaise est plus prégnant chez les populations issues de la décolonisation. Une rancœur historique qui ne passe pas, nourrie par le racisme ordinaire, l'isolement et les clichés. Être un jeune de banlieue, c'est très souvent dans l'imaginaire populaire être arabe ou noir, inculte, irrespectueux et prompt à bruler des voitures à la première occasion.

Benoît Hamon :

« En gros, c'est banlieue = jeunes = capuches = foutoir. Stop. D'abord 1 : on peut mettre une capuche sans pour autant aller taper le sac d'une petite vieille dame, il faut arrêter! On présente toujours la banlieue avec un grand B comme un endroit où il fait pas bon vivre, où les gens sont tous malheureux, ils n'ont pas de boulot, où on est sûr de se planter en 6ème, mais la banlieue ce n'est pas ça. Après, ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problèmes, mais la banlieue c'est tout sauf seulement un concentré de problèmes. Si on arrêta de regarder ça comme un concentré de problèmes, je pense qu'on contribuerait aussi à faire en sorte que chacun se sente mieux ».

Michèle Picard:

« On s'intéresse toujours aux banlieues quand ça va mal, on ne s'y intéresse pas tellement quand tout va bien. Quand nos chiffres sont bons au niveau de la délinquance, on n'en parle pas, par contre on en parle quand il y a des événements... Je crois qu'il ne faut pas mettre sous le tapis les trafics etc, et en même temps, il ne faut pas résumer nos villes et nos quartiers à ça. »

Hapsatou Sy:

« J'en ai assez qu'on montre du doigt ces gens comme s'ils étaient des gens moins bien, je pense que le jour où on

arrêtera de dire « tiens c'est l'entrepreneuse qui a grandi en banlieue ou c'est la femme noire entrepreneur », on aura fait un grand pas. »

Briser les clichés, Hapsatou Sy s'y emploie comme une seconde nature. La discrimination, les obstacles, elle en a fait des forces. À 24 ans cette sénégal-mauritanienne, élevée en banlieue avec ses 8 frères et sœurs, ouvre son premier salon de beauté/coiffure. Elle en a 17, 7 ans plus tard. Un esprit d'entrepreneuse très jeune, et un refus du déterminisme très marqué :

« Je dirais que quelqu'un qui vient d'un milieu extrêmement pauvre, modeste, difficile, c'est quelqu'un qui a été blessé par la vie peut être, et qui a donc conscience de certaines choses dont les autres qui sont nés dans des draps de soie n'ont pas conscience. Moi j'en avais conscience, parce que je voyais mon père partir tous les matins à 6h pour gagner son smic, avec une fierté incroyable, et jamais il a râlé mon père, je ne l'ai jamais entendu se plaindre. Et quand on vous offre tout ça sur un plateau, vous essayez d'en faire quelque chose »

Un exemple sans doute, Hapsatou Sy, même si elle refuse ce statut tout en espérant en inspirer d'autres après elle.

Mais comment extraire ces jeunes du cercle vicieux? Faire que l'échec scolaire ne soit pas une fatalité, qui les mène vers l'argent facile des trafics en tout genre et le repli parfois sur l'islam radical qui se nourrit de l'exclusion et de la précarité?

Michèle Picard :

« La priorité, c'est le triptyque éducation, formation, emploi. C'est la priorité. »

Mohamed Mechmache :

« Je n'ai pas envie de dire qu'il y a une priorité par rapport à une autre, c'est un ensemble. Le logement, l'emploi, l'école, ça c'est une priorité. Il faut repartir à la base, en primaire, travailler avec ces jeunes, les accompagner au mieux, faire en sorte que dans l'éducation nationale, ces gamins aient des codes et qu'ils les respectent. Parce qu'à 11 ans, 12 ans, malheureusement, c'est l'âge où tout bascule... Et se réapproprier le terrain, remettre de la vie dans ces terrains pour éviter que ceux qui font de l'économie souterraine occupent la place. »

Benoit Hamon :

« Mon ministère, il y a 3 semaines, a passé une convention avec un établissement qui s'appelle mosaïc RH, qui fait du placement de jeunes issus des quartiers. Objectif : 5000 placements pour des jeunes diplômés. Donc, on est dans une démarche très volontariste, qui consiste à dire : aujourd'hui, il n'est pas admissible qu'il y ait une telle discrimination vis à vis de jeunes qui sont des concentrés de compétences et de savoirs. Mon sujet, ce n'est pas de dire qu'il n'y en a plus en banlieue qu'ailleurs, mais il y en a autant en banlieue qu'ailleurs. Ce qui est insupportable, c'est que ceux de banlieue, on ne les prenne pas. Et à la fin, cette discrimination-là produit de la désespérance, et parfois de la violence. »

Une chose est sûre. En 30 ans, ni la droite ni la gauche française n'ont mis fin au malaise des banlieues, ni au désenchantement des jeunes qui y naissent.

Abdel :

« Mes rêves à moi, franchement, j'en ai pas, j'ai arrêté de rêver, ça sert à rien... ».

FRACTURES

Décryptage p. 59

– Louis Chauvel, vous êtes sociologue, vous êtes prof à Sciences Po Paris, vous avez écrit un livre qui s'appelle « Destin des générations » aux Éditions PUF. Je voulais savoir juste comme ça, pour commencer, de nature vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

– Je me définirais plutôt comme lucide. Dans mon travail je m'oblige effectivement à regarder la réalité comme elle est. La réalité, elle n'est pas de droite, n'est pas de gauche, elle est ce qu'elle est. Et nous devons, si nous avons un sentiment de responsabilité par rapport à nos enfants, nous devons regarder cette réalité pour comprendre ce que nous allons leur léguer. Et c'est pour ça qu'il faut être conscient des difficultés et des chances que nous avons de façon à rendre le monde meilleur qu'il ne l'est et rendre à nos enfants un monde meilleur que ce dont nous avons disposé par nos parents.

– Vous n'avez pas toujours vos lunettes de sociologue sur le nez... Quand vous allez acheter votre baguette de pain, vous êtes plutôt très Français, très râleur, très pessimiste ou plutôt optimiste ?

– Être râleur et être pessimiste ce sont deux choses très différentes. Je pense qu'avant tout, ce que l'on voit dans la presse...

– Non, non, vous ne voulez pas me répondre..

– Bon, dans mon comportement personnel au quotidien, je m'intéresse à voir le côté le plus noir qui puisse exister, le côté le plus rose ou le plus optimiste qui soit et voir quels sont les risques que nous prenons en prenant une décision ou une autre.

– Lucide aussi, alors..

– Il s'agit avant tout de voir ce qui peut se passer. En achetant une baguette de pain, il n'y a jamais trop de risque mais dans la vie au quotidien, passer tel ou tel diplôme, choisir tel ou tel emploi, aller dans telle ou telle direction, choisir telle ou telle chose dans son existence, ça peut mettre en jeu des éléments très problématiques. L'optimiste c'est celui qui voit des opportunités dans les difficultés possibles. Le pessimiste c'est celui qui voit des difficultés dans les opportunités possibles. Mais entre les deux il faut être conscient de ce qui se passe, il faut être lucide.

– Vous avez en face de vous trois optimistes . Valérie, vous avez 44 ans, vous êtes conseillère de voyages d'affaires. Youssra, vous avez 19 ans, vous êtes étudiante en communication. Jean-Maxime, vous avez 31 ans, vous êtes responsable de boutique. Alors, ils sont optimistes, mais ils sont Français, donc, ils sont pessimistes sur pas mal de points. Jean-Maxime ?

– Bonsoir. Comment expliquez-vous que les Français soient si pessimistes ? Y a-t-il un lien avec le fait qu'on soit aussi les premiers consommateurs d'antidépresseurs dans le monde ? Quel est votre avis ?

– Nous sommes dans une société française, aujourd'hui en 2011, nous sommes dans une société où , en fait, beaucoup de rêves passés s'écroulent. C'est-à-dire que le modèle qui a été celui de nos parents, pour le dire vite, est un modèle qui coûte de plus en plus cher, qui fonctionne, c'est triste à dire, de moins en moins bien. C'est vrai qu'aujourd'hui, par exemple, le système de retraites fonctionne bien, le système de santé fonctionne bien mais on voit que dans tout un ensemble de projections à l'horizon de 2020-2030 le rêve d'hier risque de devenir le cauchemar de demain sauf si on applique de grandes réformes. Et les Français savent ça et en même temps ils ne veulent pas ce remède de cheval parce qu'ils voient bien qu'il y a tout un ensemble de chausse-trappes derrière. Dans le monde entier on est dans le peloton de tête des pays qui vont plutôt mal du point de vue de leur vision de l'avenir simplement parce que le rêve d'hier, 1968 ça a été absolument génial, mais tout ça, c'est vraiment de plus en plus impossible. Et parvenu très haut, on risque effectivement de lâcher du lest.

– Justement, ce pessimisme est-il dû à la culture française ou au contexte ?

– Au contexte récent...

– Peut-être même de la crise économique ?

– Il y a certainement un peu de culture française là-dedans, mais en même temps quand on voit le monde des années 1960-70 quand on investissait à fond pour le TGV, pour l'aérospatiale, pour le nucléaire... il y avait du bon, il y avait du moins bon, je suis d'accord... mais il se passait quelque chose de neuf, il n'y avait pas de chômage et on allait de l'avant. Les Français étaient râleurs, 68 c'est quand même un gros coup de gueule. Mais en même temps, il y avait du grain à moudre. Il est certain que cette histoire-là, c'est le passé. 68, ça fait 42 ans, même 1981, ça fait 30 ans...il y a eu quand même des rêves,

changer la vie qui ont été de grandes promesses qui sont de moins en moins respectées, ces promesses-là. Comme le disait Charles Pasqua, les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. Sauf que les Français en ont de plus en plus assez de recevoir des promesses intenables. Et c'est ça qu'on est en train de vivre aujourd'hui.

– On va faire la sociologie de ce pessimisme. Valérie ...

– Selon vous, quelles sont les catégories socio-professionnelles ou générationnelles les plus concernées par ce pessimisme ?

– Très clairement, ce sont les bacheliers de moins de 40 ans, moins de 45 ans maintenant. Ce sont les catégories intermédiaires de la société, ce sont les classes moyennes des salariés situés aux alentours de 1 500 - 2 000 euros par mois. Aujourd'hui, en fait il y a 20 ans la grande difficulté c'était la nouvelle pauvreté, c'était les gens aux alentours de 1000 euros qui commençaient à connaître le chômage. Maintenant ce sont les franges intermédiaires de la société qui risquent d'être la tranche suivante du découpage. La tranche suivante qui risque de tomber de 2 000 à 1 000.

– D'accord, y a-t-il des régions qui sont plus touchées que d'autres ? Par exemple, dans le Sud...

– On est plus heureux dans le Sud, on est plus optimiste dans le Sud avec le soleil...

– La France qui va plutôt bien c'est pas forcément le soleil, c'est plutôt l'ouest de la France : il y a moins de chômage, les structures sociales sont, je ne vais pas dire plus conservatrices mais en même temps il y a eu moins de croyance en « on va être tous libres pour zéro centime par mois ». Et il y a des structures sociales peut-être plus rigides mais en même temps, les familles ont été plus solides et apportent plus de conscience du fait qu'on ne s'en tirera pas si on n'a pas un emploi stable, si on bosse pas, si on trouve pas une place dans la société. La France qui va mal, c'est beaucoup la France de l'Est, la France du Nord, l'industrie qui s'est écroulée. Mais aussi beaucoup la France de la Méditerranée. Simplement parce que les parents se sont installés là en croyant trouver le soleil, la belle vie et ainsi de suite, et les enfants peinent de plus en plus à trouver un emploi. Dans certaines zones où il n'y a pas de services qui se développent. PACA, par exemple, Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est vrai que beaucoup de jeunes se trouvent en très grande difficulté malgré leur bac+3, bac+4 simplement parce qu'il n'y a pas d'emploi d'ingénieur sur place...

– Regardons un peu l'avenir. Jean-Maxime ?

– Selon vous, quelles seraient des solutions pour lutter un petit peu contre justement ce pessimisme et même dans la vie de tous les jours ?

– Contre le pessimisme, je pense que la seule solution est la lucidité. C'est effectivement le message un peu à la Churchill, il faut « du sang, de la sueur et des larmes », c'est-à-dire qu'on ne s'en tirera pas si on ne retrousse pas les manches.

– Vous allez nous plomber le moral.

– Non, c'est pas du tout plomber le moral. L'argent ne pousse pas sur les arbres. Les moyens de la protection sociale, c'est le travail. Sans travail, il n'y aura pas de solution quelle qu'elle soit. Et c'est vrai que l'ajout des 35 heures à la retraite à 60 ans + les 5 semaines de congés payés, ça fait rigoler tous mes collègues chinois et pas simplement chinois, de la plupart des pays que je traverse. C'est vrai qu'il faut se retrousser les manches. Et là où les Français, les jeunes Français ayant de bons diplômes, là où les jeunes Français diplômés trouvent leur place, ce sont des pays dont la protection sociale est peut-être un peu moins sympa qu'ici mais en même temps où il y a le quasi-plein emploi. Et en fait de plus en plus...

– C'est politique quand même tout ça. C'est-à-dire qu'il y a aussi un effort au-delà, de la part de notre gouvernement, pour faire bouger un peu les choses.

– C'est certainement politique mais c'est vrai que la plupart des Français sont extrêmement lassés du débat droite-gauche où, d'une part, la droite propose des politiques publiques plutôt à l'adresse des rentiers, détenteurs d'une grosse ressource patrimoniale de enième génération et la gauche qui est plutôt une gauche de respect des droits acquis et non pas de création de nouveaux droits pour les nouvelles générations. Et en fait dans ce débat droite-gauche, les catégories intermédiaires de la société, notamment au sein des nouvelles générations peinent vraiment à trouver leur place.

– Bon, on donne la réponse en oui-non en l'espace de 3 secondes. Est-ce que vous êtes devenu plus lucide, on va dire, après ce débat ? Valérie ?

– Oui.

– Toujours aussi optimiste.

– Moi, la même chose.

– Merci beaucoup, Louis Chauvel !

– Je vous remercie mais en même temps c'est vrai qu'au Québec, dans le sud-est asiatique, dans tout un ensemble des pays, on rencontre énormément de Français optimistes pour de très bonnes raisons simplement parce qu'effectivement on a un très bon système de formation, mais c'est vrai que le système d'emploi en France, le travail est très difficile d'accès dans les conditions actuelles. Et qu'à droite comme à gauche il va falloir effectivement comprendre qu'il faut cesser cet affrontement-là pour trouver effectivement une nouvelle dynamique.

Pour aller plus loin p. 69

C'est une entreprise de conseil en ingénierie marketing dans la banlieue parisienne. Ses 119 collaborateurs traitent en particulier des vols de cartes bancaires.

Il y a 10 ans ce service était en pleine expansion et les dirigeants de la société ont profité de la loi Aubry pour étendre les horaires de travail. En échange du passage aux 35 heures la direction a négocié plus de souplesse et de productivité.

Emmanuel Guian, Président, Quintess : « Pour nous, c'est un bilan positif, parce que ça s'est accompagné d'un changement de l'organisation de travail, en fait. »

Ce bilan positif, la direction le replace dans son contexte. Il y a 10 ans, l'économie était en phase de croissance, et l'entreprise n'était pas soumise à la concurrence étrangère. Aujourd'hui, la perspective est plus critique: « Ce serait une catastrophe, si ça devait s'appliquer maintenant alors qu'on est en pleine décroissance et que les choses sont plus dures, plus compliquées, etc. »

Olivier Leven, directeur général délégué, Quintess : « Il y a la concurrence qui s'est quand même très durement développée au niveau international. Donc, il y a des entreprises quand même qui courent avec un sac plein de cailloux, si on prend une comparaison, par rapport à d'autres qui sont tout légers et qui ont juste un petit sac. Plus personne vraiment s'accroche à ces 35 heures comme un dictat. Il va venir de la souplesse et les entreprises vont toujours être intéressées parce que ça s'est instauré, parce que c'est comme ça. Pour d'autres types de métiers, c'est ingérable. »

Du côté des salariés, il y a 10 ans, les lois Aubry ont souvent été perçues comme une manne tombant du ciel. Aujourd'hui nombreux sont ceux qui sont attachés aux fameuses RTT.

Soleyne Dubois, graphiste : « Ça nous permet d'avoir des horaires quand même plus souples et de profiter des enfants. Moi, je trouve, donc, c'est vrai, que c'est bien. »

Gilles Herrmann, directeur marketing : « À titre personnel, en tant que cadre, le bilan que j'en tire, c'est un bilan extrêmement positif au sens où j'ai toujours la même quantité de travail à faire en moins de temps mais, à la limite, c'est à moi d'être plus productif et mieux organisé. En revanche, je sais que je peux bénéficier de temps à autre des journées pour m'occuper de mes enfants, pour m'occuper de soucis. »

Contesté d'un côté, considéré comme un acquis de l'autre, au fil du temps la loi sur les 35 heures a été aménagée et tente toujours plus à être appliquée à la carte.

VERS LE DALF

Compréhension orale

Première partie p. 72

La SNCF et les intermittents depuis deux semaines, les contrôleurs aériens et la SNCM à partir de demain. Des grèves, des grèves, des grèves....Alors, vous vous êtes demandé, Philippe Duport, si de tels mouvements étaient une spécialité française ?

Oui, la France est bel et bien le pays de la grève. Même si on n'est plus dans les années cinquante, il ne semble pas y avoir d'équivalent dans des pays comparables, c'est à dire démocratiques et industrialisés. En 2008, l'Observatoire du dialogue et de l'intelligence sociale dressait un palmarès européen. Frappant.

La France y était largement en tête avec le plus grand nombre de jours de grève, deux fois plus que son suivant, l'Espagne. Qui elle-même comptait deux fois plus de journées de conflit que son suivant direct, l'Italie. La France totalisait quatre

fois plus de jours de grève que l'Angleterre et trente fois plus que l'Allemagne ou l'Irlande.

Jean-François Chantaraud, fondateur de cet Observatoire qui publie régulièrement un « État social de la France » : « La France est devenue le pays de la grève, elle est identifiée comme ça dans le monde entier. A raison ? A raison bien sûr. En France on discute moins qu'ailleurs, on s'affronte plus. On n'est pas dans une culture de concertation et dans une pratique de concertation, on est dans une pratique de confrontation. »

Et non seulement on a plus de jours de grève qu'ailleurs, mais les conflits sont plus longs et perturbants pour la société. Ce que Jean-François Chantaraud appelle « une posture du conflit » :

« Vous avez cette posture du conflit qui est spécifiquement française. Et donc il y a beaucoup plus de grandes grèves qui ont une capacité de nuisance en France qu'ailleurs. Les grèves au moment des vacances du transport aérien ou du transport ferroviaire ça nous est arrivé un certain nombre de fois. » - « Ça n'arrive pas ailleurs ? » - « Eh non. »

Pourquoi une telle singularité ? Le constat du sociologue est très dur pour la France.

« Nous sommes dans la contestation. Nous cherchons quand nous entendons quelque chose, prenons les auditeurs qui sont en train de m'entendre, ils sont en train de se demander ce en quoi j'ai tort. Et en permanence les personnes accordent un discrédit a priori à la personne qui s'exprime, alors que vous avez des cultures dans lesquelles c'est l'inverse. On cherche d'abord à comprendre la personne et on lui fait crédit a priori. Et on va chercher à voir ce qui n'est pas juste après dans l'action. En France, on n'attend pas l'action, on déconstruit pour reconstruire notre propre pensée. »

Une déconstruction qui dans le cas de la SNCF pourrait coûter 150 millions à l'entreprise, selon la direction. Question de culture, selon Jean-François Chantaraud, fondateur de cet Observatoire du dialogue et de l'intelligence sociale : « Oui, en France on fait la grève, c'est la culture du dogme. Les Français ont un esprit critique développé, ont une capacité à argumenter et quand ils ont bien développé un objet intellectuel, ça devient quelque chose qui est très difficile à croiser avec d'autres objets intellectuels. Et donc, comme ça, on a affaire à des personnes qui sont ancrées dans un raisonnement face à d'autres qui sont également ancrées dans un raisonnement, et les raisonnements n'arrivent pas à se croiser et on arrive au blocage, au conflit. »

Mais malgré ces conflits qui s'enchaînent cette année, il y a du changement. Entre 2005 et 2011, le magazine *The Economist* calcule que le nombre de jours de grève pour 1.000 employés est tombé en France de 164 à 77. Un constat que partage Bernard Vivier, qui dirige l'Institut supérieur du travail : « Elle l'est de moins en moins, elle a été encore cette image parce que bien évidemment que dans notre pays la culture de l'opposition est toujours beaucoup plus forte que la culture de la négociation. Mais les statistiques sont là, notre pays connaît de moins en moins de grèves d'année en année. Vous savez, dans l'histoire la France a connu des périodes où les grèves étaient très nombreuses : au lendemain de la première guerre mondiale, au moment du Front Populaire, à la Libération aussi, en Mai 68. Et puis, depuis la fin des Trente Glorieuses, depuis les années 75-80 notre pays connaît de moins en moins de grèves. »

De moins en moins de grèves avec quand même quelques années très chaudes récemment comme 2007 et 2010.

Deuxième partie

Document 1 p. 73

- Bonjour, Mme de Wenden. On a l'impression que depuis 30 ans l'immigration sert seulement les discours électoralistes faciles mais que personne n'ose s'atteler à la tâche de faire progresser ce thème en profondeur. Donc, d'où notre question : L'immigration aujourd'hui en France est-elle un problème ?

- C'est vrai que l'immigration est traitée politiquement comme un problème. Or, c'est une question de société comme beaucoup d'autres. Elle est traitée comme un problème parce que pendant longtemps ça a été considéré comme quelque chose de provisoire.

Document 2 p. 73

Cet été RFI vous propose la rediffusion de nos meilleurs grands reportages.

Aujourd'hui on s'intéresse aux retraités qui continuent de travailler. Ils sont plus de 500 000 en France à cumuler leur pension avec un boulot, ce qui est autorisé depuis 2009, année de l'assouplissement de la législation sur le cumul emploi-retraite. Et cette tendance ne cesse d'augmenter. En témoignent les chiffres de l'INSEE : 7% des retraités entre 60 et 69 ans travaillaient en 2012, soit deux fois plus qu'en 2006. Comment expliquer ce maintien de la vie active ? Souvent, les raisons sont économiques. Pour d'autres, il s'agit de rester tout simplement actifs. Reportage d'Ariane Gaffuri

Document 3 p. 73

À 24 ans, Axelle est jeune diplômée d'une école de commerce. Succès garanti ? Pas vraiment. La jeune femme ne parvient pas à trouver un emploi.

« Les perspectives d'avenir sont nulles. J'espère que la France va pouvoir rebondir, c'est indispensable. Sinon, il y aura plein de jeunes avec des diplômes sans travail et sans CDI. Aujourd'hui, l'objectif, c'est d'avoir un CDI quand on est jeune. »

Pour Mathieu qui va entrer en prépas HEC, l'avenir en 2025 ne sera pas forcément en France. « Pour nous, les jeunes, il faut essayer de partir à l'étranger parce que c'est vrai que le travail est bouché, les retraites c'est pas évident »

Chômage, précarité, inégalités, la jeunesse d'aujourd'hui semble désabusée et ne voit pas d'amélioration dans l'immédiat. Les politiques doivent donc agir.

Document 4 p. 73

La modernisation de l'État qu'est-ce que ça change pour vous ?

Delphine a eu son premier rendez-vous à Pôle emploi la semaine dernière. Elle ne savait pas trop à quoi s'attendre. Elle est sortie rassurée. Aujourd'hui l'État se modernise et devient plus simple. Pour Delphine, cela veut dire que tous les services dont elle a besoin pendant sa période de recherche d'emploi se situent désormais à un seul endroit. Avec Pôle emploi Delphine a maintenant un interlocuteur unique qui s'occupe à la fois de son organisation et l'accompagne dans ses recherches d'emploi. Et cela lui permet d'avoir plus de temps pour préparer ses entretiens d'embauche.

L'État se modernise pour vous simplifier la vie.

S'INFORMER

Décryptage p. 84

- Tout le monde revendique l'info maintenant, nous, ça nous fait quand-même un petit peu rire. En tout cas, on le prend comme un hommage. Et je vous rappelle, si vous ne savez pas, qu'il y a 25 ans, quand on a lancé France info, tous les professionnels de la profession disaient « Ça marchera jamais ! ». On nous prévoyait 1% d'audience. Aujourd'hui on est la 4-ème radio de France quand même, avec 9%, devant des généralistes, ce qui n'est pas rien. À part ça je pense que ça veut dire aussi que tout le monde a compris, y compris ceux dont la vocation première n'est pas l'information, qu'il y a une énorme attente aujourd'hui des Français, ce qui peut paraître paradoxal parce que il n'y a jamais eu autant d'information diffusée. Et pourtant il y a toujours une demande d'information. Ça nous arrange, et ça nous encourage aussi à continuer, et c'est pour ça qu'on y croit beaucoup beaucoup. On a été précurseur, et on va pas du tout du tout lâcher l'affaire, et je crois qu'on a toujours toute notre place. Et les Français le savent.
- Cela dit, la vocation de *France Info*, c'est de réagir instantanément à tout ce qui peut arriver. C'est aussi ce qui a fait le succès de *France Info*, c'est sa capacité à réussir en temps réel à réagir à une information très lourde. Ça ne veut pas dire qu'on n'est pas du tout capable de traiter une information moins spectaculaire, moins inattendue. On sait aussi le faire. Je crois même qu'on sait le faire de mieux en mieux, parce que ce que les Français attendent maintenant, c'est plus tellement l'information brute qui est disponible partout, qui vient à eux notamment sur les applications des smartphones – d'ailleurs il y a une application *France Info* évidemment sur smartphone – ils ont besoin, dans cette espèce de brouillard d'information qui est permanent, qu'on dissipe un peu le brouillard, qu'on explique, qu'on mette en situation, qu'on donne l'intelligence des situations. Je ne veux pas dire par là qu'on est plus intelligent que les autres, mais qu'on soit capable de donner tout de suite aux gens la capacité de comprendre dans quel contexte ça se passe, ce que ça veut dire, pourquoi on a choisi de parler de ça, pourquoi c'est important, et ça alors la *France Info* sait très très très bien faire.
- Le fact checking, c'est vrai que maintenant c'est très à la mode, en particulier pour cette rentrée. Ça a l'air un petit peu d'être un pléonasme pour les journalistes. Il est évident que les journalistes, ils vérifient les informations. Ça se réfère à autre chose - d'ailleurs qu'on a lancé dès l'année dernière – qui est la multiplication des déclarations, des débats, des hommes politiques, des responsables syndicaux, des responsables économiques, même de gens qui sont hors de tous ces champs-là, qui parlent beaucoup, tout le temps, partout. Ils parlent, mais c'est pas parce qu'ils parlent que ce qu'ils disent est vrai, et c'est pas parce qu'ils parlent que ce qu'ils disent aussi a quelque valeur. Nous, on apporte tous les matins, en choisissant une déclaration, simplement, la vérification des faits, vers ce qu'il a dit, par exemple, n'importe quoi, la criminalité a augmenté dans ce pays depuis deux mois, on dit simplement, c'est vrai, c'est faux. Et on dit pourquoi, et on consulte un expert qui valide ce que nous, on a déjà trouvé en vérifiant. Et on a vu tout de suite, dès qu'on a remis en quotidienne cette rubrique qui était hebdomadaire l'année dernière, que c'était l'une des pages les plus visitées instantanément, dès le premier jour, sur le site de *France Info*, France-info.fr
- On est une radio d'alerte, donc, les gens ont tendance à venir chez nous et éventuellement à ne pas rester longtemps. Quand ils ont entendu que les informations sont données, les toutes dernières, et après tout ils pourraient se dire « viendra plus tard ». Ce qu'on fait, ce qu'on faisait déjà avant d'ailleurs, avec mon prédécesseur Philippe Chaffanjon qui a lancé ça, c'est que l'antenne est divisée en quarts d'heure : le premier quart d'heure c'est la pure information, c'est la réaction, c'est ce qui vient de se passer tout dernièrement ; le deuxième, c'est l'approfondissement, l'illustration, le commentaire, ce qui incite les gens à rester pour en savoir plus, pour comprendre exactement ce qui s'est passé, pour

leur donner des clés pour se faire leur opinion, parce que nous, notre devise, on n'est pas loin d'une élection américaine. Là-bas on parle de « check and balances », vérifier et équilibrer. C'est vraiment la définition de ce que fait *France Info*. On vérifie et on équilibre. On est reconnu comme la radio qui est pas la plus objective – l'objectivité ça n'existe pas, on n'est pas des objets, on est des sujets – mais la radio la plus honnête, qui donne toujours toutes les versions d'une information, toutes les versions d'un événement politique et économique.

- La concurrence est énorme aujourd'hui. Je dirais que la vraie concurrence, c'est les nouvelles habitudes des Français. Il faut qu'on s'y adapte, mais c'est comme ça que je raisonne. Je ne me positionne pas trop vis-à-vis des autres radios, d'abord parce qu'on a une spécificité, c'est que nous, on ne fait vraiment que de l'information. *RMC* fait de l'information souvent de façon un peu plus légère que nous, il y a beaucoup moins de reportages, et fait surtout du commentaire, elle fait surtout de l'appel aux auditeurs, ce qu'on ne fait absolument pas. Pas du tout. Ça ne veut pas dire qu'on ne les écoute pas, mais nous, pour aller les écouter, on va sur le terrain. On fait du reportage. Ce qui est une autre façon de faire de l'interactivité. Ce que je dis toujours, l'interactivité c'est pas juste dire aux gens : « Débranchez votre téléphone ». C'est aller là où ils vivent, aller là où ils vivent les situations, et aller les écouter, ça aussi, et faire entendre ce qu'ils disent, sur l'antenne, ça aussi. Le reportage pour moi, c'est déjà de l'interactivité.

Depuis 25 ans *France Info* a extraordinairement bougé. De la vraie stratégie de *France Info*, c'est ça. On me demande : « Quelle est la stratégie de *France Info* ? », c'est « toujours dans le mouvement ».

JOURNALISTE, MÉTIER EN VOIE DE DISPARITION ?

Décryptage p. 96

Journaliste : La presse écrite est-elle menacée par les technologies numériques ? Question posée aujourd'hui dans le cadre d'un débat à l'Institut du Journalisme de Bordeaux-Aquitaine dont vous êtes l'un des intervenants, Éric Scherer. Vous êtes Directeur Stratégies Relations Extérieures de l'Agence France Presse, l'AFP, auteur d'un rapport justement sur cette révolution numérique. Vous pointez du doigt la rapidité de cette révolution numérique qui est peut être arrivée plus vite que prévu et qui va faire de gros dégâts dans la presse qu'on dit traditionnelle, notamment la presse écrite.

Éric Scherer : Oui, elle fait déjà de gros dégâts aujourd'hui dans la presse écrite notamment, mais aussi dans les autres médias traditionnels. La révolution numérique, qu'est-ce que c'est ? C'est deux choses essentiellement. La première chose, c'est une dématérialisation des supports, c'est la numérisation, le numérique. Et la deuxième chose, c'est une désintermédiation. Qu'est-ce que ça veut dire, une désintermédiation ? C'est le fait que tout d'un coup, avec Internet, avec le numérique, l'audience, le public s'est saisi des outils, les nôtres, les vôtres, les outils des journalistes, les outils de production et de distribution. Et ce phénomène-là est en train de mettre à mal tous les modèles économiques de la presse et des médias traditionnels.

J : C'est ce qui peut expliquer, par exemple, les difficultés que connaît le groupe Sud-Ouest en ce moment ? C'est cette dématérialisation de l'information ?

E.S. : Écoutez, je ne connais pas les difficultés du groupe Sud-Ouest. Tous les groupes de presse aujourd'hui sont en difficulté parce que l'audience, la société change, le monde change, et les habitudes, la manière de s'informer des jeunes notamment, de ceux qu'on appelle les *digital natives*, est en plein bouleversement. Les jeunes lisent beaucoup moins de journaux, regardent moins la télévision. Et donc, c'est à ces nouveaux défis-là qu'il faut répondre aujourd'hui.

J. : Et notamment se méfier, par exemple, on entend en ce moment-là à la radio des publicités qui invitent...bien... chacun à devenir le témoin, à devenir journaliste, de faire des photos, de les envoyer. Si elles sont publiées, elles sont payées. On est où, elle est où la frontière là, entre information et puis publicité, le filtre, il est où ?

E.S. : Le filtre, c'est le journaliste. Le filtre, c'est le journaliste. C'est le guide. C'est celui qui est là pour certifier, pour valider une information. Je ne crois pas beaucoup au thème du journalisme citoyen. En revanche, le témoin-citoyen, oui. Prendre

une photo, dire, appeler... c'était le téléphone rouge il y a quelques années dans les radios, c'est aujourd'hui la possibilité d'envoyer ses documents photos, vidéos par Internet. Ce sont des témoignages. Charge au journaliste, à la rédaction, de vérifier, de trier et de mettre en perspective. C'est le métier du journaliste.

J : Charge également aux médias d'être présent sur ces nouveaux supports. Il est hors de question de laisser la place parce que on propose tout et n'importe quoi. Il faut qu'on apporte nous, la véracité sur ce type de support-là.

E.S. : Oui, il faut apporter un sceau, une validité, une validation de cette information. Il faut apporter de la valeur ajoutée, apporter de la mise en perspective, de l'explication, de l'éducation, tout un champ qui est le métier traditionnel du journaliste, hier, aujourd'hui, demain.

J. : On le voit, en deux ans, là... deux ans après le dernier scrutin, on voit les politiques régionaux sont massivement présents sur le Net. C'est aussi un nouveau champ d'investigation pour eux également.

E.S. : Alors ça, c'est un peu différent. La tentation des politiques aujourd'hui c'est de faire... c'est de s'adresser le plus directement possible à leur audience, à leur électorat, et parfois de court-circuiter les médias, court-circuiter les journalistes. C'est ce qui est en train de se passer, c'est ce qu'a fait Obama durant sa campagne, c'est ce que font aujourd'hui les politiques, et la tentation est grande d'essayer de court-circuiter les médias pour s'adresser directement à leur audience.

J. : Merci beaucoup, Éric Scherer.

Pour aller plus loin p. 98

Animatrice : L'avenir des médias, un sujet au cœur des changements de nos sociétés, pour lequel nous avons choisi de réunir ce soir Philippe Couve¹, Benoît Raphael², François Guillot³, Michel (Mikiane) Lévy-Provençal⁴ et notre guest star, Damien Van Achter⁵.

Animateur : Première question à Benoît peut-être. Benoît Raphael, sur quel support consultera-t-on les médias ?

B.R. : Je trouve que la question c'est surtout de savoir où consultera-t-on l'info demain. C'est un peu la grande question, parce que les supports, on sait pas trop. On est face à une information qui, aujourd'hui c'est sûr, est en train de devenir de plus en plus nomade. C'est-à-dire qu'elle échappe de plus en plus aux supports. Elle échappe même aux supports qui nous paraissent à peu près rassurants : du site Internet, on crée des sites, on a l'impression qu'on a réservé notre info, dans ces sites-là on a recréé une sorte de journal sur Internet. Et on se rend compte aujourd'hui que cette info nous échappe, et que notre propre info se retrouve éparpillée sur d'autres supports. Donc, la question c'est surtout : où se trouvera l'info, et ça sera le support qui sera le plus proche de nous – la grande révolution des technologies aujourd'hui c'est qu'on arrive à avoir un rapport de plus en plus étroit, de plus en plus instantané, de plus en plus intime à l'information, en tant que consommateurs d'info, mais aussi en tant que producteurs d'information. Ensuite, les supports, on est très rassuré de se dire qu'il y aura du e-paper, parce que c'est du papier, mais électronique, donc, ça fait moderne. Pour l'instant, ça ne marche pas. Y aura sans doute le portable. Je crois que cette notion de nomadisation de l'information va nous amener vers des supports qui seront les plus proches de nous. Et ensuite on ira choper l'info où elle se trouve. À partir du moment où elle se trouve sur notre chemin.

Animateur : Qu'en pense Michel ? Portables, mobiles, des écrans partout ? Du virtuel ou du concret ? Quel rapport charnel avec ces supports ?

M.L.P. : Personnellement, moi je pense que c'est vrai que l'information risque d'être partout. C'est-à-dire que tout finalement risque de devenir support. On peut imaginer – alors, peut-être que ce sera pas demain, mais dans quelques années, peut être en 2015... on ne peut pas forcément donner la date – qu'en seasant on pourrait consommer de l'information en parallèle. Moi, je crois beaucoup à la consommation parallèle de l'information. Aujourd'hui ça se traduit par exemple sous la forme

¹ Philippe Couve est journaliste et blogueur.

² Benoît Raphael est un créateur des médias sociaux et entrepreneur

³ François Guillot est journaliste et blogueur, spécialiste des technologies numériques dans les médias.

⁴ Michel Lévy-Provençal est l'un des fondateurs du site d'informations *Rue89*, fut directeur du studio multimédia et chargé du développement digital de la chaîne d'information France 24.

⁵ Damien Van Achter, ou Davanac, est journaliste, développeur éditorial, animateur des formations web dans différents journaux. Il enseigne aussi à l'Institut des Hautes Études des Communications Sociales de Bruxelles.

d'une petite application qui se trouve sur notre Mac ou notre PC, qui est résidente, et qui ne nous affiche pas en permanence de l'information, mais quand une information arrive, peut afficher une alerte. Eh bien, ce genre de dispositif pourrait tout à fait être généralisé. On pourrait retrouver des supports qui diffuseraient de l'information, et pourquoi pas sur une vitrine dans un magasin, sur son pare-brise automobile, ou encore une fois sur son miroir : le matin, en se rasant, on pourrait consulter les infos du jour.

Animateur : Qu'en pense Philippe, peut-être, homme de radio et homme d'Internet aussi.

P. C. : Je suis d'accord avec Benoît sur la question du nomadisme. Et la radio est par essence le premier peut-être média nomade. Et c'est pas d'hier que ça date, puisqu'on l'a dans nos voitures, on l'a chez nous à plusieurs endroits, on peut l'écouter partout, etc. Donc, là-dessus, oui, la question du support peu importe, on verra bien, et ça va nous suivre. Là où je voudrais éventuellement mettre un élément d'attention et d'alerte, c'est qu'on est de plus en plus dans l'attente et dans la réaction. J'attends un sms, je surveille si j'ai reçu un mail, je suis de plus en plus attentif à des sollicitations que j'attends et que j'anticipe. Et là, il y a un vrai enjeu sur la réflexion et sur l'information en tant que telle : est-ce qu'on est juste prisonniers de cet environnement d'information qui nous sollicitent de manière permanente, ou est-ce qu'on garde une capacité de choix, d'approfondissement, ou est-ce que tout notre temps est saturé par ces informations qui viennent nous solliciter à tout moment ?

Animateur : François Guillot ? Je me permets de reprendre le micro. Je sais que tu fais une veille attentive sur les nouveaux médias et les nouveaux usages. Quel regard tu portes sur ces possibles futurs supports ?

F.G. : Alors, je m'y efforce et je me garde bien de faire de la futurologie parce que je pense qu'on est dans un exercice extrêmement complexe et risqué. Pour répondre à la question du support, je serai tenté de regarder les tendances de consommation des médias aujourd'hui. Qu'est-ce qu'on voit dans la tendance de consommation des médias ? On voit que depuis l'année dernière on passe moins de temps devant la télévision. Le taux de pénétration de la radio est également en recul. Et puis la presse écrite grand public depuis l'année 2000 perd à peu près 2% de son audience chaque année. Pendant ce temps-là, la pénétration d'Internet du haut débit progresse. En France, on a encore la fracture numérique, on est sur des taux de... d'à peu près plus 12% par an. Donc, on voit bien le remplacement des médias traditionnels, le déplacement des audiences des médias traditionnels vers le Web, vers les écrans. C'est clairement vers ça qu'on va. Je suis d'accord avec la réponse sur le nomadisme.

Animateur : Damien Van Achter, indépendamment du fait d'avoir été chroniqueur chez nous, qui travaille à la RTBF, qui arrive avec un nouveau projet sur le Net. Quel est ton regard sur ces supports ? Et puis on va ouvrir le débat : quelles opportunités en termes de modèle économique ? Comment vont vivre les journalistes demain ?

D.V.A. : Pour répondre d'abord sur le support, pour moi, j'ai tendance à revenir un peu sur ce que Philippe disait. Je pense que l'importance, c'est pas spécialement le support, c'est le fait qu'on est connecté tout le temps. On est en permanence connecté. Que ce soit avec son portable, que ce soit avec son ordinateur, son lap top, son baladeur, on est connecté en permanence. Je pense que Francis Pisani¹ avait un beau terme pour définir ça, c'était le terme de « mobi-qweet ». C'est un truc qui me plaît bien parce que... et là aussi il va falloir savoir quand est-ce que je peux maîtriser le fait que je sois déconnecté. On n'a pas de courant pour tous les lap tops là, autour de la table, et bien je me sens un peu tout nu. J'ai pas mon lap top devant moi, je ne suis pas connecté, il me manque un truc. J'ai pas mon portable, il est pas allumé, je me sens... voilà, le support, il n'a pas vraiment d'importance. On est connecté tout le temps, on est dans une économie qui va permettre ça : les jeunes générations qui sont nées avec Internet sur les genoux ne se posent sans doute pas la même question philosophique que nous à l'heure actuelle. Pour eux, ça leur paraît tellement naturel d'être connecté, de rester avec leur réseau en permanence, ils sont tout le temps avec cette possibilité d'interagir. Alors, maintenant il faut définir ce que c'est l'info. L'info, c'est un Twitter, c'est un mail complet, c'est un article. Ça, c'est chacun qui définit sa valeur de l'information, et ce à quoi il a envie d'être connecté. Et ce qui est bien, c'est que quand même, c'est qu'on se réapproprie ce pouvoir-là. On n'est plus obligé d'être à 19h30 devant sa télévision pour la grande messe ou à 20h pour le JT. On consomme en permanence. Et c'est peut être là que se posent les vraies questions pour des sociologues et des philosophes, voire des théologiens, à savoir : jusqu'où cette connectivité va affecter nos vies futures.

¹ **Francis Pisani** est un journaliste, écrivain, documentariste, enseignant, consultant et conférencier. Il écrit en particulier sur les technologies de l'information et de la communication. Il s'intéresse à leur influence sur le fonctionnement des réseaux sociaux et culturels.

Animateur : Nouveau support , nouveau modèle économique aussi ? C'est un vrai point d'interrogation. Je crois que Philippe veut prendre la parole.

P.C. : Non, je voulais que tu prennes le micro pour qu'on entende...

Animateur : J'ai la chance d'avoir la voix qui porte !

D.V.A. : Sur le modèle économique, c'est vrai qu'on baigne en plein jus là pour l'instant. Je pense que s'il y avait un modèle économique qui fonctionnait, ça se saurait. Donc, on est dans l'expérimentation, on est dans le test, on est dans... Moi, je crois que la publicité peut être une voie intéressante, ou si pas la publicité, le sponsoring. Y a des marques qui ne demandent pas mieux que de dire à des producteurs de contenus quels qu'ils soient : on apprécie votre démarche, on a compris dans quel état d'esprit vous étiez, on vous donne des moyens de continuer. Sans s'impliquer, juste en se mettant peut être en toile de fond derrière, en disant : notre marque, on la met là, on sait qu'on vous soutient, les gens qui vont venir, interagir et consommer vos contenus sauront aussi, mais nous, on veut que vous continuiez ce que vous faites parce que vous le faites bien. Maintenant, comment est-ce qu'il va vraiment gagner sa vie ? Comment est-ce que les grosses boîtes - je pense notamment à France Télévisions ou RTBF, le problème est le même - comment est-ce que ces grosses boîtes vont pouvoir s'adapter à ces nouvelles manières de produire le contenu, de le vendre, de le rentabiliser ? Ça, bien malin qui peut le dire !

Animateur : Mikiane, peut-être ?

M.L.P. : En fait, il y a un élément aussi, qui est, je pense, important, on s'aperçoit de ça tous les jours. C'est que le support est en train de devenir aussi diffuseur d'informations. Et de plus en plus. Il ne fait pas que apporter de l'information, il permet aussi d'en rediffuser. Ce qui fait que le flux d'information est permanent et de plus en plus important. Et je pense qu'il y a un besoin de plus en plus important, du coup, de filtrer cette information. Et du coup d'apporter de l'information qui soit pertinente dans ce flot permanent d'info. Et finalement, un journaliste a toute sa place dans ce schéma- là. Parce que le journaliste permet à la fois de hiérarchiser l'information, de vérifier l'information, de la mettre en forme et de l'apporter et donc d'apporter une valeur ajoutée. Et il est possible, enfin, personnellement, moi je pense que plus le flot d'information va être important, plus on va avoir tendance à vouloir avoir de la valeur ajoutée. Et pourquoi pas à payer pour avoir une information qui est mieux hiérarchisée, mieux vérifiée, mieux mise en forme. Et le journaliste, finalement, retrouve sa place initiale, retrouve son rôle initial dans cette activité-là. Ça, c'est le premier point. Et le second point, c'est tout ce qui concerne la sécurité, l'authentification et l'intégrité de l'information. Je pense que l'identité c'est un des points clés majeurs des prochaines années. Et vu le nombre d'information qui va circuler, on peut imaginer plein de dérapages, d'usages illicites de ces flux d'information. Et on a tout intérêt à avoir des nouveaux services qui se mettent en place et qui permettent de gérer l'authentification des informations, de gérer l'identité des acteurs qui font circuler cette information.

Animateur : Tu crois, Benoît, et pour le coup, j'attrape le micro, est-ce que tu crois Benoît au modèle du payant ? Aujourd'hui c'est un débat qui est quasiment d'actualité, que l'on sait de l'Arrêt sur images, de Mediapart et autres médias qui proposent un péage à l'entrée. C'est l'univers du tout gratuit, Internet ? Est-ce que le média demain autorisera un péage, un paiement ?

B.R. : C'est encore l'exercice difficile de la futurologie, ça. Si je dis que ça va pas marcher et que ça marche demain, j'aurai l'air d'un imbécile. Je ne vais certainement pas m'avancer là-dessus. Je ne suis pas assez compétent pour ça. C'est que en tout cas, on n'a pas encore réglé le problème du gratuit. On se rend compte puisqu'on parle de fragmentation de l'information, qu'on a du mal aujourd'hui à inventer les modèles économiques, les modèles publicitaires, les formats publicitaires qui nous permettent d'intégrer cette fragmentation de l'information. C'est facile devant un site qui a une marque et qui est massif. Par contre, quand le site n'a quasiment plus de Une parce qu'il est vu par Google à 60 - 80%, qui se disperse partout, qu'il a des widgets à droite à gauche, qu'il a son adweb ou son flux RSS, comment est-ce qu'on arrive à capitaliser sur un trafic un peu de masse ? Alors, on dit qu'il faut peut être qualifier ses internautes, mais c'est pas si simple que ça, et en tout cas aujourd'hui on est quand même dans un flou. Déjà là, à ce niveau-là, il y a encore beaucoup d'expérimentation à faire. Je ne suis pas certain qu'on ait trouvé des modèles. Je lisais encore ce soir une étude qui montre que le taux de clics sur les liens sponsorisés qui était quand même considéré comme le Graal, est en train de baisser. Donc, il se passe bien quelque chose. Et je crois qu'on n'a pas réglé ce problème. Après, le modèle payant, je crois que tant que c'est compliqué de payer, c'est pas la peine d'envisager un modèle payant. Maintenant cette fragmentation de l'information, on a vu qu'elle fonctionnait très bien sous iTunes , donc, peut être, que, lorsqu'il sera facile de payer, que l'information sera également adaptée à ces formats-là.

Il suffit pas de reproduire le papier sur le Web et ensuite de faire payer un abonnement en espérant que ça marchera comme à la télé, comme avant. Peut être qu'il faut inventer encore autre chose. Et je ne suis pas certain qu'on ait inventé aujourd'hui ces nouveaux formats. En tout cas, c'est plutôt bien que des entreprises et des journalistes s'y mettent et expérimentent, parce que je pense qu'on aura beaucoup de leçons à tirer de ce qui va être fait dans les prochains mois.

Animateur : Philippe, sur le modèle économique, peut être ?

P.C. : Je souscris à 100% à ce que dit Benoît sur la question de l'expérimentation : il faut, il faut expérimenter. Sur la question du modèle économique, moi, j'ai une réflexion. Les médias, prenons, par exemple, les journaux. On n'a jamais payé dans un journal, le reportage en Irak, à l'unité. Pourquoi ? Parce que dans un journal il y a le reportage en Irak qui coûte très cher à faire, parce que il y a les pages des résultats du tiercé qui coûtent très peu cher à faire, il y a des pages de programmes de télévision qui coûtent très peu cher à faire. Toutes les pages ne coûtent pas le même prix à produire. Et on vend le paquet à un prix moyen. Aujourd'hui, sur Internet, on ne propose que de l'information coûteuse, c'est à dire, des articles, enfin, sur les sites de médias, on trouve bien sûr, de l'information de service ailleurs. Mais sur les sites de médias on ne trouve que les informations qui coûtent cher à produire. Et comme il n'y a pas assez d'argent, on baisse le niveau de qualité de cette information. C'est-à-dire, qu'on n'a pas les moyens d'envoyer des gens en reportage, on travaille beaucoup à base de dépêches, etc. Je pense qu'il faut que les médias sur Internet réinventent la question du paquet. Il y a l'information et puis il y a un certain nombre de services informatifs qui vont avec, qui sont peut être pas excessivement coûteux à produire, mais qui, dans l'ensemble, permettent de financer l'autre partie.

Animateur : François, quel est ton regard sur cette question du modèle économique ? Et au-delà d'Internet, sur les médias dans 5 ans, 10 ans, 20 ans, peut être plus, quels sont les clés qui peuvent permettre demain de payer l'information ?

F.G. : Plus tu t'éloignes, moins je saurai répondre. Sur la question du gratuit et de la publicité, on verra peut-être les annonceurs rechercher moins l'audience que le contact ou l'attention, donc, ce qui pourrait être une bonne nouvelle pour financer des modèles économiques gratuits sur Internet et répondre à la problématique de l'éclatement de l'audience, ce à quoi Benoît faisait attention, ce que j'appelle la longue traîne de l'information. Donc, ça, c'est le premier point. Le deuxième point, c'est que je crois également qu'on pourra faire payer l'information. Pourquoi ? Parce que je pense qu'à un moment ou un autre on verra un retour en grâce du journalisme. Peut-être pas tout de suite, tout de suite, mais finalement, quand on regarde les médias, l'information, on voit qu'elle répond à plusieurs fonctions. Il y a une fonction d'information brute, qui aujourd'hui est communément admise comme étant gratuite. L'information brute, eh bien, les dépêches d'agences, elle est reprise immédiatement sur tous les sites, et elle est partout dans le monde, et on voit pas pourquoi on paierait pour ça. Une fonction ensuite, qui est une fonction d'opinion ou de commentaire. Et Internet fait ça aussi, et le fait très bien. On va pas payer pour donner son avis ou pour lire les avis des autres. Tout ça, ce sera gratuit. Par contre, il y a une autre fonction, qui est une fonction généralement à plus forte valeur ajoutée, qui est une fonction d'investigation, d'enquête. C'est ce qu'essaye de faire une revue très intéressante qui s'appelle « La Revue 21 », qui s'est lancée récemment et donc qui mise à fond sur la qualité éditoriale. Et je pense que les supports qui prendront la peine d'investir pour porter une information de qualité à un public bien ciblé sauront faire payer cette audience tôt ou tard.

VERS LE DALF

Compréhension orale

Première partie p. 99

Le point de départ, c'est que, surtout en télé, les politiques ont toujours pensé que les médias étaient à leur disposition, pour servir leur communication essentiellement la télé qui a été créée... qui était censée être la voix de la France. Les journalistes télévisés pour les politiques, ce sont des gens qui sont censés transmettre simplement ce qu'ils ont à dire. Et donc, il y a eu toute une révolution, évidemment on n'est plus au temps aujourd'hui où Matignon appelait directement, par une ligne directe, le directeur de l'information du journal télévisé, mais dans les esprits c'est encore très net : pour les politiques le journaliste a juste à relayer ce qu'il a à dire. Et ce que l'on reproche évidemment aux journalistes aujourd'hui, c'est de ne

pas prendre assez de distance par rapport à ça et de ne pas faire l'effort d'aller au-delà, quoi.

Musique : Louise et Thelma, d'Anis

C'est un peu différent par rapport à avant. Avant, on reprochait aux journalistes télévisés d'être très politiques, d'être très militants. On se souvient tous d'Elkabbach, hué Place de la Bastille en 80 avec une foule qui demandait à ce qu'il soit mis dehors de son poste de directeur de l'information de la chaîne publique. Ça, ça évolue. Les journalistes politiques aujourd'hui sont beaucoup moins militants et moins politisés, syndiqués qu'ils ne l'étaient avant. En revanche, ce qu'on leur reproche aujourd'hui et toujours, c'est une proximité avec les politiques. C'est-à-dire que c'est quand même un petit monde, ce fameux microcosme décrit par Raymond Barre, un petit monde qui voyage ensemble à travers tous les voyages présidentiels, officiels, ministériels, etc., un petit monde qui se retrouve dans les universités d'été, un petit monde qui va dans les mêmes restaurants, qui habite dans les mêmes quartiers du VIIème, du VIIIème, du XVIème arrondissements, qui a les mêmes références, qui fait les mêmes études (ils ont tous fait Sciences-Po), et, qui donc, par définition, finit par se connaître tellement bien, par se tutoyer que la distance nécessaire n'est plus là.

Musique : L'Indécision, de Da Silva

C'est pas une spécificité française parce que ce qu'il y a d'humain, c'est évidemment quand on ... voilà... quand on se fréquente, on finit par copiner et ça c'est humain, trop humain. Ce qui est peut-être plus français, c'est qu'il n'y a pas beaucoup de garde-fou contre ça et une espèce de tolérance historique qui fait qu'on regarde ça d'un œil un peu égrillard et souriant, sans vraiment se poser la question des limites à donner ou pas. On pourrait peut-être plutôt dire qu'il y a une limite entre les Anglo-Saxons d'une part qui sont... qui essaient d'être très réglo sur la question et puis les Latins, pour lesquels les frontières sont beaucoup plus fluctuantes.

Musique : Louise et Thelma, d'Anis

Le CSA ne peut pas lutter contre les amitiés, les affinités, les liaisons, voilà. Le CSA ne peut agir que sur ce qui est diffusé à l'écran. Il faut aussi savoir que le CSA lui-même est dans une position un peu particulière puisqu'on sait qu'il a des liens de dépendance avec le politique. Les membres du CSA sont directement nommés soit par le Président de l'Assemblée Nationale, soit par le Président du Sénat, soit par le Président de la République. Ils ont donc des affinités politiques réelles. Ils ont pu aussi vérifier au cours des années que leur nomination des présidents de France Télévisions, il fallait que ça se fasse en concordance avec le Président de la République, sinon ça ne fonctionnait pas. Donc, le CSA lui-même est dans une position – par rapport à toutes ces questions – un petit peu délicate.

Musique : L'Indécision, de Da Silva

Est-ce que ça peut être changé alors ? Il y a une évolution naturelle qui se fait quand même aujourd'hui. Il y a toute une nouvelle génération de journalistes qui est beaucoup moins dans cette affinité, dans cette connivence et qui essaye de faire son métier autrement ne serait-ce que parce que justement la politique aujourd'hui est vue avec un peu plus de recul, elle est moins la voie royale pour le pouvoir qu'elle ne l'était avant. Et donc, les journalistes qui font de la politique peuvent très bien faire la société avant, puis ils feront la culture après. Ils ne sont plus dans cette monoculture politique.

Deuxièmement, il y a évidemment des barrières qu'on pourrait mettre plus institutionnelles. Par exemple, des mesures prises. À savoir voilà quelqu'un, une journaliste comme Béatrice Schoenberg, devient femme d'un ministre, momentanément elle se met un peu en retrait. Ça pourrait sembler assez logique que des mesures soient prises de manière plus systématique que ça.

Troisièmement, en terme de structure, pour parler du CSA, on pourrait envisager, et certains députés le réclament, que le CSA, les membres du CSA ne soient plus nommés directement par les politiques. Ou alors, de façon plus diverse, plus proportionnelle avec tous les partis... plus représentative de tous les partis politiques, par exemple. Souvenez-vous, on a vu Anne Sinclair et Christine Ockrent interviewer François Mitterrand alors même que leurs deux maris étaient ministres du gouvernement ce qui paraît quand même surréaliste. Je pense qu'aujourd'hui on commence à se professionnaliser un peu et à se moderniser, et à mûrir un peu face à ces dérives...

Musique : On avance, d'Alain Souchon

Deuxième partie

Document 1 p. 100

Il y a 20 ans quand j'étais à l'école de journalisme l'exercice ultime c'était de faire un journal école. Un journal école c'était « faire à la manière de ». Donc, on faisait un quotidien à la manière de *Libération* ou du *Monde*... on faisait un hebdomadaire à la manière de *L'Express* ou du *Nouvel Observateur*... on faisait un journal culturel à la manière de *Télérama*. Aujourd'hui, les étudiants, si on leur apprend à faire « à la manière de », on les envoie à l'abattoir. Ce dont on a besoin aujourd'hui c'est pas de reproduire ce qu'on faisait hier mais d'inventer ce qu'on fera demain.

Donc, aujourd'hui, ce qu'il faut leur enseigner, ce n'est pas... certes, c'est les fondamentaux de qu'est-ce que c'est qu'une information, comment on vérifie une information, comment on s'assure d'une source, etc. Mais derrière, dans le traitement, dans la mise en forme, dans la diffusion et même dans la préparation du sujet, il faut aller sur des choses nouvelles, il faut qu'eux-mêmes innovent. Moi je ne suis pas capable de leur donner... de leur dire : « Il faut faire comme ça ». Je peux leur indiquer dans quelle direction ils peuvent chercher.

Document 2 p. 100

Tout le monde peut devenir journaliste. Il n'y a pas de diplôme par exemple pour devenir journaliste mais est défini comme journaliste celui qui gagne sa vie comme journaliste. En fait, il y a deux choses pour le journalisme : il y a des techniques et, et c'est peut-être premier, un état d'esprit.

Les techniques c'est apprendre à travailler avec des supports. On est journaliste en presse écrite, en télévision, en radio, en multimédia. Il faut connaître les moyens de raconter une histoire, de diffuser une information.

Mais quand on interroge au fond les patrons des rédactions et qu'on leur dit : « Au bout du bout, qu'est-ce qui fait que vous retiendrez une personne plutôt qu'une autre ? » C'est toujours la même réponse. Au-delà de tout le bagage technique, de la polyvalence qui est réclamée aujourd'hui c'est qu'un bon journaliste c'est d'abord quelqu'un qui sait ramener des meilleures histoires que les autres et les raconter mieux que les autres.

Document 3 p. 100

Les indicateurs sont assez satisfaisants. On est surtout sur une bonne courbe de croissance au niveau des visiteurs entre hier et aujourd'hui. On compte beaucoup sur demain, sur la partie professionnelle et surtout sur ce week-end pour la partie grand public. Mais les premiers retours qu'on a de l'ensemble des exposants aujourd'hui sont vraiment encourageants. On sent un réel dynamisme à la fois des exposants et de réels intérêts pour des innovations qu'on présente aussi du côté du public.

Quand je parle de la presse face aux défis du numérique, notre groupe de presse comme tous les autres au niveau national et international est confronté à une problématique assez importante. Il y a, d'une part, la numérisation, tous les aspects numériques et le développement de nouveaux supports et, d'autre part, un lectorat qui baisse et une diffusion qui s'effrite.

Document 4 p. 100

Est-ce que tu considères que l'indépendance de la presse est satisfaisante en France ?

Interviewé 1 : Oui. Oui, sans doute. Je pense franchement qu'à part *Le Figaro* il n'y a pas de souci, quoi.

Interviewé 2 : Absolument pas. Mais enfin... si, il y a que *Le Canard enchaîné* qui est indépendant mais qui est indépendant aussi bien des politiques que du financement économique. Donc, c'est le seul vraiment indépendant. Tous les autres sont forcément... Et c'est pas forcément un problème, je dirais. La presse d'opinion ça a aussi un sens.

Interviewé 3 : Il n'y a pas une pression exceptionnelle du gouvernement dessus, je pense que les journaux en général donnent leur opinion de manière assez libre même si chacun a à s'engager, quoi.

Interviewé 4 : Non, pas du tout. Non, je considère que, enfin pour moi, les plus grands médias aujourd'hui en France sont totalement, disons, gangrenés par des opinions politiques, par les opinions politiques de leurs dirigeants. De fait, je trouve que ça manque d'indépendance, ça manque de liberté de presse et qu'il y a encore de la censure même si on n'est pas forcément au courant.

ÉCOLOGIE

LES FRANÇAIS SONT-ILS ÉCOLOS ?

Décryptage p. 115

– On s’imagine toujours les écolos comme des bobos parisiens, des gens pétris de bons sentiments, des gens touchants dans leurs convictions et gentiment naïfs. En fait, au-delà de ces clichés, ce qu’on observe aujourd’hui c’est que les écolos forment une population aussi diversifiée par sa nature que diffuse en nombre. On peut estimer d’ailleurs à environ 20% le pourcentage des consommateurs dont la sensibilité écologique va se refléter plus ou moins dans les actes de consommation. En fait, s’il y a bien un trait commun accessible c’est d’abord et avant tout l’envie de bien faire, l’envie de s’engager et une envie qui se croise avec des doutes et des questionnements sur la meilleure façon d’y parvenir. Autrement dit, être écolo c’est toujours essayer de concilier, de reconcilier un ensemble de pratiques avec une réflexion aussi large que possible sur ces pratiques. Bref, c’est faire constamment un grand écart mental absolument vertigineux entre des petits gestes que l’on fait au quotidien et leurs éventuelles conséquences à plus ou moins brève échéance sur la planète, la biodiversité et les ressources naturelles.

On l’a compris, en fait, l’écolo ordinaire c’est surtout pas un militant, c’est quelqu’un qui est plus dans la confusion que dans le savoir, c’est quelqu’un qui doute, quelqu’un qui s’interroge et quelqu’un qui est souvent frustré de ne pas savoir en faire plus ou de ne pas pouvoir en faire plus.

Écolo ordinaire c’est aussi quelqu’un qui multiplie les efforts, qui multiplie ses efforts parce qu’être écolo au quotidien c’est aussi le plus souvent dépenser un peu plus que les autres, c’est aussi faire attention à des petits gestes, c’est renoncer également assez souvent à son petit confort. Donc, c’est quelqu’un qui multiplie les efforts mais sans que ces efforts ne soient reconnus ou récompensés. En fait, il y a une sorte d’héroïsme en minuscule, pourrait-on dire, dans cette attitude. À l’opposé des superhéros, l’écolo ordinaire c’est quelqu’un qui agit discrètement et modestement pour un bénéfice lointain et incertain.

– En fait et par-delà ces traits communs, on peut distinguer trois grands profils de consommateurs écolos. Il y a d’abord ceux qu’on pourrait appeler les écolos-natifs. On les appelle comme ça parce que pour des raisons où il y a leur histoire personnelle ils sont souvent proches de la nature. Ce sont des gens qui sont en général assez moyennement informés, qui lisent pas forcément beaucoup mais qui sont très impliqués dans leurs pratiques. Ils vont privilégier les marques ou labels, ils sont très sensibles aux prix et ils sont également très sensibles à tout ce qui est mise en scène naturelle et sensorielle des produits.

On peut distinguer une deuxième population qu’on appelle dans notre observatoire les écolos-experts, qui sont plutôt urbains, plutôt désireux d’apprendre et d’en savoir plus. Ils ont un niveau d’information et de compréhension des enjeux en général assez élevé mais à l’inverse des précédents ils vont accepter beaucoup plus difficilement les contraintes et les efforts qu’il faut faire au quotidien pour être écolo. Du coup, ils peuvent paraître parfois contradictoires dans leurs comportements. Ils sont très intéressés par les labels, ils sont vigilants sur l’engagement des marques et ils sont en général toujours très sensibles aux discours de complicité et de connivence que peuvent leur proposer les marques.

Enfin, il y a une dernière population qui sont des apprentis-écolos. Ce sont des débutants qui font peu par peur de mal faire, qui en fait n’ont que très peu de repères dans cet univers. Ils sont peu sensibles aux prix et se tournent en premier lieu vers les rayons bio des supermarchés ou vers les marques au capital écologique connu et reconnu. Ils sont en quelque sorte une cible en devenir, celle dans laquelle on se trouve lorsqu’on débute en écologie et puis celle ensuite que l’on quitte pour migrer vers l’un des deux profils précédents.

Pour aller plus loin p. 120

- Alors, avec nous sur le plateau de « 64 minutes » Sophie Caillat. Bonsoir.
- Bonsoir.
- Alors, vous venez de publier un livre aux Éditions du Moment « Comment j'ai sauvé la planète », sous-titré « L'écologie appliquée à la vie quotidienne ». Vous êtes journaliste, vous êtes, on peut dire, passionnée d'environnement, d'écologie, aussi des questions de santé. Vous aviez co-écrit en 2012 avec le philosophe et agriculteur biologiste Pierre Rabhi « Il ne suffit pas de manger bio pour changer le monde ». Et deux ans plus tard vous vous êtes dit que si on voulait vraiment sauver la planète, il faut aller plus loin encore. Et en changeant carrément nos habitudes, vos habitudes de vie, pour commencer. D'où ce nouveau livre. Votre idée de départ c'est « qu'est-ce que je peux faire concrètement, au jour le jour, pour ne pas épuiser, entre guillemets, cette planète.
 - Oui, j'ai passé vraiment mon quotidien entier au crible des critères que je savais être ceux de la perfection écologique. Et du coup, j'ai regardé depuis les bains, la nourriture, le logement, le déplacement, enfin tous les grands chapitres de notre vie quotidienne.
 - Il y a 22 chapitres, je crois, 22 expériences que vous avez tentées. Ça va de la récupération de légumes dans les marchés, dans les supermarchés, la vie sans plastique, sans viande... Vous avez aussi tenté la chasse au gaspillage électrique. On va peut-être commencer par le premier, c'est le vélo. Vous dites : « Vive le vélo ! » Même dans une grande ville comme Paris c'est possible ?
 - Oui, bien sûr. L'idée c'est que si on fait moins de 5 km par jour de déplacement pour aller à son travail, c'est-à-dire une demi-heure de vélo, c'est évidemment le moyen le plus approprié pour se déplacer. Donc, on se fait du bien à soi, on fait du bien à la planète, et surtout c'est beaucoup moins cher que la voiture. Donc, quand je vois ces pauvres automobilistes à Paris coincés dans leurs voitures et que je les double en vélo, je me dis : « Les pauvres, ils ont tort ! » Mais comment leur dire ?
 - Vous êtes venu en vélo ce soir, par exemple ?
 - Là, je suis venue en métro parce qu'il pleuvait averse mais dès qu'il ne pleut pas, je suis sur mon vélo.
 - Le vélo ou les transports en commun ?
 - Oui, bien sûr. C'est une évidence et c'est surtout beaucoup moins cher que la voiture. Ça évidemment ça ne s'applique pas aux gens qui habitent à la campagne mais pour plein de citoyens de plein de villes de France et du monde c'est juste logique le vélo.
 - C'est un peu dangereux ?
 - Oui, un peu dangereux, c'est vrai, il faut faire attention.
 - L'écologie au quotidien c'est aussi le tri sélectif. Là c'est parfois un peu compliqué. Vous avez une idée, c'est que vous avez installé dans votre cuisine une colonie de vers, des lombrics. Expliquez-nous comment ça fonctionne ?
 - Je suis allée au bout de la démarche de tri sélectif puisqu'il y a certains endroits où, c'est évident, on récupère les épluchures, les déchets organiques, les épluchures de fruits et de légumes et puis, on les fait mariner si vous voulez dans la terre. Donc quand on est à la campagne ça se passe dans un bac à compost. Moi j'ai installé ce bac qu'on voit là à l'écran dans ma cuisine et puis, j'ai installé une colonie de vers, des lombrics qui font ce travail de digérer. Donc, je leur donne mes épluchures. Comme je mange pas mal de fruits et de légumes, du coup il y en a beaucoup et du coup, ils digèrent ça et ils produisent, c'est ça qui est formidable, de l'engrais, c'est-à-dire du compost organique, de l'engrais bio qui ensuite va nourrir mes plantes. Gratuitement.
 - Et ça continue ? Vous continuez à le faire ?
 - La nuance à apporter quand même. C'est qu'il y a eu une espèce d'invasion de moucheron dans ma cuisine quand l'été fut venu et que les lombrics ont donné naissance à une colonie également de moucheron. Du coup, heureusement j'ai un balcon, donc maintenant le lombricompost se trouve sur le balcon et ça se passe mieux.
 - Vous avez aussi tenté l'expérience de ce qu'on appelle la ressourcerie, une espèce de super Emmaüs où les gens apportent des objets dont ils ne veulent plus. On les trie et puis on les revend parce que sinon ces objets finiraient à la déchetterie.
 - Voilà. Ce qui est formidable, c'est qu'on a tous chez soi énormément de choses dont on ne veut plus ou dont on ne se sert plus à commencer par livres, des vêtements, des tonnes de toutes sortes d'objets. Et puis cette ressourcerie qui fait travailler des gens en insertion finalement fait 100% des bénéfices parce qu'elle reçoit des objets gratuitement et les revend très peu cher à des gens qui en général ont très peu de moyens et qui du coup peuvent s'équiper à très peu de frais. Donc c'est gagnant gagnant.

- Et ce type de ressourceries ça existe ? Il y en a beaucoup à Paris ?
- Il y en a de plus en plus à Paris. Ça se développe avec le soutien de la municipalité et puis ça se développe ailleurs aussi. Il y a une recyclerie qui a ouvert également à Paris et c'est un secteur évidemment d'avenir puisqu'on voit bien que tout ce qu'on recycle c'est autant de choses qu'on ne produit pas, qu'on n'achète pas et donc c'est aussi là l'économie et la gratuité.
- Vous avez noté chacune de vos expériences d'une note de 0 à 9 sur base de trois critères, je les cite, l'économie réalisée, l'efficacité et bien sûr le plaisir qu'on peut en retirer.
- Oui c'est très important parce que s'il n'y a pas de plaisir, on sait qu'on ne va pas le faire durablement.
- Il n'y a pas beaucoup de 9 sur 9, d'ailleurs.
- Non.
- Je pense que justement les vers ils ont 9 sur 9.
- Les vers ne sont pas la solution idéale. Le vélo je pense a une meilleure note. Mais il y a des choses qui sont beaucoup plus difficiles que d'autres mais qui sont moins rentables pour la planète entre guillemets.
- Il y a une autre à laquelle je suis sûr vous avez mis 9 sur 9, c'est la gourde. Vous dites que vous en avez marre de toutes ces... les cannettes, les bouteilles en plastique. Vous avez une gourde. Malheureusement vous ne l'avez pas apporté avec vous mais...
- Oui, c'est colossal le nombre de gobelets plastiques qu'un salarié français va jeter par an, c'est absolument gigantesque. Et puis ça a un coût encore. Donc, au lieu d'acheter de petites bouteilles d'eau quand on se promène dans la rue et quand on se retrouve à avoir soif, on paye ça quand même 1 euro 50 - 2 euros la petite bouteille d'eau et puis après on la jette, il suffit d'acheter une gourde à 20 euros, d'essayer qu'elle ne s'ouvre pas dans son sac et puis là on a de l'eau du robinet gratuite qu'on peut boire quand on veut. C'est une chose logique, simple à faire pour tout le monde et qui évite de produire des déchets.
- Ceci dit, quand on lit votre livre « Comment j'ai sauvé la planète », on a l'impression que vivre l'écologie au quotidien c'est un travail à temps plein.
- Oui, évidemment, je m'y suis coltinée à temps plein, donc évidemment...
- C'est exigeant.
- Oui, c'est assez exigeant pour certaines choses et puis il y a des choses très simples qu'on peut faire.

VERS LE DALF

Compréhension orale Première partie p. 121

Je suis Laurence Malençon, je suis directrice générale associée et fondatrice du Rouge qui est une agence de communication indépendante. Ça fait quelque temps maintenant qu'on s'intéresse à la communication liée à l'environnement, à l'écologie, à la responsabilité sociale. Et je voudrais parler de la spécificité française en matière de perception de l'écologie.

Il est vrai que les Français, en tout cas, le consommateur français, a une perception tout à fait particulière de l'écologie. Je dirais que pour une fois c'est pas la faute à Rousseau mais que Rousseau est arrivé un petit peu tard, c'est peut-être la faute à Voltaire. Il se trouve que Rousseau a été le premier penseur français à véritablement aborder la nature, avant, la montagne était un tabou, la nature dans la philosophie, dans la pensée française a toujours été justement opposée à la culture, ce qui n'est pas le cas dans les autres nations. Et la France a toujours eu, d'un côté, une approche où il fallait contraindre et la nature, et sa nature et opposant la nature à la civilisation. Rousseau a été le premier à changer cet état d'esprit. Rousseau a dit pour la première fois aux Français : « Mais vous savez que la nature c'est votre nature à vous, c'est aussi votre instinct premier, c'est d'ailleurs la part de bon qu'il y a en vous. » Mais ça n'a pas suffi à renverser la vapeur. Les Français sont très peu à l'aise avec l'idée d'une nature qui pour eux est une nature qui est essentiellement cadrée, civilisée.

Qu'est-ce qui se passe maintenant ? On s'aperçoit par exemple à l'aune de la dernière étude qu'on a faite en collaboration avec l'Institut Research+, on s'aperçoit que le rapport des Français à la nature est très ...Un, est très stressé. Donc, il y a 85% des femmes interrogées qui disent qu'aujourd'hui c'est parce qu'elles sont stressées par les catastrophes naturelles, stressées par les changements climatiques et stressées par les divers films documentaires et la pression des médias qu'elles ont changé leur comportement. Donc, je dirais que c'est une motivation qui est une motivation en creux qu'il faut

s'attacher à changer. Ça c'est la première chose. Ensuite, on s'aperçoit que pour elles l'écologie est synonyme de « moins » : c'est-à-dire que l'écologie pour les Français, et ça c'est quelque chose de très important qu'il faut prendre en compte, c'est essentiellement la décroissance, c'est réduire ses habitudes de consommation, c'est consommer moins et là on s'inscrit en creux contre les Suédois, les Norvégiens, les Anglais, les Allemands qui ... pour eux l'écologie signifie un plus, c'est-à-dire qu'ils ont très confiance par exemple dans la capacité des nouvelles technologies, à leur apporter des solutions qui soient des solutions écologiques, là où nous on est peut-être 16% à miser sur l'innovation et les nouvelles technologies pour apporter des solutions écologiques. À titre de comparaison, entre la France et l'Allemagne, en Allemagne il y a cette théorie du « Volksgeist ». « Volksgeist » c'est la nature profonde du peuple allemand et donc, les Allemands sont très connectés à la nature, très connectés aussi à une sorte de nature profonde qu'ils auraient en eux. Là où les Français sont très éloignés de la nature et au contraire sont dans une démarche autant pour eux-mêmes que vis-à-vis de leur environnement proche qui est de l'éduquer, de le civiliser, de le cadrer, de le maîtriser, de travailler dessus.

Le label bio pour la France, quand tu interrogues, quand tu demandes aux Français sur le label bio : « Est-ce que ça signifie que les produits sont meilleurs ? », ils sont 21% à te répondre « oui ». Seulement 21%. Pourquoi ? Parce qu'en France, ce qui est bon en alimentaire c'est le terroir. Donc, le bio quelque part vient faire concurrence à l'idée du terroir parce que le terroir déjà c'est naturel, c'est traditionnel, etc. Donc, le bio n'a pas un plus en termes de gustativité de produits. Eventuellement ça a un plus en termes de fabrication des produits mais les Français sont pas à ce degré-là de maturité. Les Allemands, par contre, pour les Allemands, tu leur poses la question du produit traditionnel, ça ne veut rien dire pour eux. Par contre, un produit bio est un produit qui est bon. Ce qui explique qu'ils sont beaucoup plus nombreux à acheter des produits bio.

Et dans l'étude c'est très manifeste, parce que du coup il faut combattre ça, parce que du coup, tu as les femmes à 95% qui pensent qu'il faut être, il faut absolument faire quelque chose pour l'environnement, changer ses habitudes de consommation etc. Mais après, tu leur dis : « Est-ce que vous êtes prête à le faire ? Est-ce que vous avez envie de le faire ? » Et là, tu as 60% des gens qui répondent : « Mais oui, mais j'ai pas envie de renoncer à mes standards de consommation. » C'est-à-dire il y a un vrai dilemme, alors que dans les autres pays ce dilemme n'existe pas ou existe à des degrés beaucoup moindres parce que de toute façon on mise beaucoup plus sur le fait que la technologie va apporter des solutions et donc naturellement le chemin va se faire. Ce qui explique aussi que les Français sont... ont le pied sur le frein par rapport à l'écologie.

La question qu'on peut se poser maintenant, c'est comment faire pour communiquer mieux auprès des Français ces dimensions de responsabilité environnementale et sociale de façon à ce qu'ils acceptent. Donc, les implications sont nombreuses mais je vais en citer simplement quelques-unes. La première des choses, c'est que, en termes de prise de conscience, les Français sont à un degré de prise de conscience qui est maximal aujourd'hui. Il y a plus de conscience vis-à-vis des enjeux écologiques qui est très forte. Maintenant ils sont aussi très stressés par rapport à ça, et pour les faire passer à l'acte, c'est-à-dire pour changer les comportements, il faudrait mettre en avant, davantage insister sur des notions d'écologie positive, d'écologie qui passerait par du lien social, d'écologie qui passerait par du plaisir, d'écologie qui passerait par de l'innovation. Je pense que c'est quelque chose de très important de reconstituer un rêve écologique. La deuxième chose, c'est qu'il faut pas opposer les produits bio aux produits normaux. Les Français, étant assez peu sensibles en tout cas aujourd'hui au bio, ils ont à cœur d'avoir des produits qui ont le même degré de plaisir, de performance, d'agrément que leurs produits normaux et qui en plus sont des produits bio. C'est-à-dire : « Je veux bien acheter mon T-shirt bio, mais chez Monoprix, dans les rayons Monoprix et avec des couleurs aussi agréables et des tissus aussi doux à porter que des produits normaux. » Donc, ne pas segmenter entre produits bio et produits normaux. La troisième implication vis-à-vis des Français c'est le pacte écologique. Alors, c'est quoi le pacte écologique ? Ça veut dire que quand on va choisir un produit écologique, en fait, on va choisir derrière un mode, la façon dont le produit a été fait, par qui il a été fait, est-ce qu'il a été fait selon les normes de responsabilité satisfaisantes, est-ce que l'entreprise, l'usine dans laquelle il a été fabriqué correspond aussi à des normes écologiques, environnementales qui sont satisfaisantes ? Le réflexe du Français quand on va lui dire : « Tu sais, quand tu achètes ce chocolat, quelqu'un va pouvoir en vivre dignement », va naturellement te dire : « Ouis, tu sais, et moi alors ? Est-ce que je galère pas ? Moi aussi je galère ». Donc, il va falloir manier cet argument qui est un argument très important dans l'écologie avec un certain nombre de précautions en réassurant sur le fait que c'est par exemple de l'excellent chocolat et qu'en termes gustatifs, organoleptiques il est parfait. Parce qu'un Français ne se contentera pas du pacte écologique comme seule et unique raison d'acheter un produit. Et la dernière chose sur le dernier levier sur lequel on peut s'appuyer pour communiquer sur l'écologie et la responsabilité environnementale et sociale auprès des Français, c'est tout ce qui est prescription horizontale. On sait que dans d'autres pays la prescription verticale est très importante. Elle s'appuie sur l'expert, elle s'appuie au besoin sur le

voisin, sur la maîtresse d'école, sur une autorité qui vient donner... qui vient dire la norme, qui vient dire ce qu'il faut faire. En France, on est assez rétif à ce terme de... à ces prescriptions verticales. On est beaucoup par contre dans la prescription horizontale et notamment sur l'écologie. On est énormément sur la prescription des enfants, on est sur la prescription des ados, on est sur la prescription des copains, des roomates, des cousins et des cousines qui eux-mêmes se sont mis à adopter des comportements plus greens, plus vertueux et qui vous poussent à faire de même de façon amicale. C'est le petit conseil qu'on glisse en passant et qui est beaucoup plus efficace qu'une prescription qui viendrait du haut.

En conclusion, je dirais qu'on a vu que les Français avaient un rapport particulier à la nature et à l'écologie, qui est un rapport un peu plus difficile, un peu moins évident que d'autres nations européennes mais que quand même ils sont très motivés aujourd'hui pour changer leurs comportements, pour aller vers un monde qui leur semblerait plus vivable, plus agréable et dont l'écologie est une dominante majeure. Et en plus, ils ont tout à fait conscience que passer sur des nouvelles normes qui sont des normes écologiques dans leur consommation quotidienne, ça peut changer le rapport qu'ils se font de la consommation, c'est-à-dire passer vers une consommation qui est non seulement agréable pour eux mais aussi utile pour les autres.

Deuxième partie

Document 1 p. 122

Bonjour ! Sensibiliser, informer, choquer en filmant la déforestation, les abus des multinationales, la beauté de la nature ou les témoignages de ceux qui résistent, c'est l'objectif des documentaristes qui sont de plus en plus nombreux à jouer les éveilleurs de conscience. Mais à quel prix et est-ce que ça marche ? Trois d'entre eux sont avec nous aujourd'hui à l'occasion du Festival international du Film d'environnement qui se déroule en ce moment en Ile-de France.

Document 2 p. 123

Le magazine de l'environnement sur RFI. Anne-Cécile Bras, bonjour. La France, après de nombreux pays, a annoncé qu'elle interdirait l'utilisation des sacs plastiques à partir du 1er janvier 2016. Il faut encore que la loi soit votée et pour cela il faudra attendre la rentrée.

La Fédération de la plasturgie a tout de suite riposté que cette interdiction des sacs plastiques à usage unique menaçait 3000 emplois alors qu'au même moment Ségolène Royal, la ministre de l'Écologie, argumentait que cela créerait de nouvelles filières. Un débat permanent dans tous les pays qui se sont attaqués à ce fléau qui dépasse largement les frontières.

Document 3 p. 123

Il y a quelques jours un pic de pollution aux particules fines avait été décelé à Dijon. L'occasion d'aller demander à Jean-Patrick Masson, adjoint au maire de Dijon et délégué à l'écologie urbaine, ce qui était mis en place pour limiter la pollution de l'air dijonnais.

« La ville de Dijon a une politique en matière de transport qui amène à éviter de prendre la voiture qui est une source de pollution importante. On le voit à travers le tramway, les déplacements cyclables et puis, en favorisant le déplacement des piétons, en adaptant les espaces de telle manière à ce que sur de courtes distances on puisse marcher ».

Document 4 p. 123

Nouvel appel pour protéger les tigres dans le monde. Malgré d'intenses campagnes pour sa survie, l'emblématique félin subit les ravages du commerce illégal florissant sur sa peau et ses griffes notamment. Alors que 100 000 tigres vivaient sur Terre il y a un siècle, on n'en compte plus que 3 000 aujourd'hui.

ÉTUDIER EN FRANCE

FOCUS p. 131

Cette semaine, suivons Élise Data, jeune bachelière fraîchement sortie du lycée et qui hésite sur le cursus à suivre dans l'enseignement supérieur. Élise est notre étudiante moyenne car en France la majeure partie des étudiants sont en fait des étudiantes. Elles réussissent mieux que les garçons.

Son bac en poche, elle peut se tourner vers des écoles privées comme plus de 20% de ses camarades mais il y a de fortes chances pour qu'Élise se retrouve plutôt sur les bancs de la fac. 55% des élèves inscrits dans l'enseignement supérieur le sont en effet dans des disciplines générales ou de santé contre 15% dans des filières plus techniques comme les sections de techniciens supérieurs, les STS qui aboutissent aux BTS ou les Instituts universitaires de technologies, les IUT qui délivrent un DUT. Élise, dans la moyenne, prend donc le chemin de l'université et s'inscrit en première année de licence. Mais il va falloir s'accrocher. Moins de la moitié des étudiants finissent par obtenir leur licence. Et au total, seul un gros quart des effectifs décrochent ce diplôme en 3 ans sans redoubler.

Si les écarts de réussites entre les filières sont minces que ce soit en sciences, sports, lettres ou encore en droit, l'origine sociale est par contre un facteur bien plus déterminant quand près de 32% des étudiants issus des familles très favorisées décrochent leur licence, seuls 21% de ceux issus des familles défavorisées y parviennent. Et cette question de la réussite est essentielle. En 2011, le taux de chômage des non-diplômés représentait plus du double de celui des diplômés de l'enseignement supérieur.

Côté emploi, les cursus professionnalisants sont légèrement favorisés. Chez les jeunes avec un BTS ou un DUT, le taux de chômage varie entre 3 et 11% alors que ce même chiffre oscille entre 5 et 15% pour ceux qui ont dépassé la licence et sont sortis de la fac un an plus tard avec un master.

La réussite semble donc en berne dans notre système universitaire général, ce qui peut poser des questions quand on sait que l'État dépense en moyenne 11430 € par an pour un élève et que la mission *Recherche et enseignement supérieure* représentait près de 9% du budget de l'État en 2012, plus de 25 milliards d'euros.

DÉCRYPTAGE p. 139

Le dossier de cette édition maintenant et une question d'abord. Qu'y a-t-il de commun entre François Hollande, Jean-Louis Borloo et Valérie Pécresse ? Réponse : ces trois figures politiques dont un Président de la République, excusez du peu, sont tous diplômés d'HEC.

Oui, nos grandes écoles de commerce – HEC, l'ESSEC, Sup de Co – sont une fierté française, souvent très bien classées dans les Palmarès internationaux. Mais y a-t-il un revers de la médaille ? Elles sont épinglées par la Cour des Comptes dans un rapport récent : frais d'inscription trop élevés, mixité sociale insuffisante. Les grandes écoles dans le collimateur. Dossier signé Florence Griffon, Alexis Jacquet.

« Bon, ici c'est notre amphi de 500 places qui accueille régulièrement des chefs d'entreprises dont Carlos Ghosn, Louis Gallois, ou encore Michel Edouard Leclerc. »

Bienvenue à l'EM Lyon, l'école de management de Lyon. Ici, pour satisfaire les étudiants, la moitié des enseignants sont recrutés à l'étranger. Ce professeur a été débauché aux États-Unis. Désormais, pour les grandes écoles de commerce la lutte pour l'excellence est mondiale. « Il y a une concurrence acharnée entre les écoles européennes. Elle vise toutes les universités et les professeurs américains. »

Cette école de commerce a été classée troisième meilleure de France par le magazine *L'Étudiant*. Ici, les élèves sont formés par des professeurs experts. Ils partent étudier ou travailler au moins 18 mois à l'étranger. L'école a même ouvert un campus à Shanghai. Tout cela a un prix pour les élèves. 11200 euros par an, c'est 10 mois de SMIC uniquement pour les frais de scolarité. L'EM Lyon est loin d'être un cas isolé. Cette année HEC a facturé ses droits de scolarité 11 900 euros par an, l'ESSEC - 9 500 et l'ESCP - 9400 euros. Comment financer de telles sommes ? Si différents systèmes de bourse existent, les étudiants modestes n'ont pas le choix, ils doivent s'endetter.

« Pour moi, je n'ai pas la chance d'avoir des parents qui financent mes études donc je finance mes études par moi-même et par l'intermédiaire d'un prêt bancaire. Ça me stresse parce que c'est une charge mais pour moi elle se rembourserait assez facilement puisque j'attends de l'EM Lyon qu'elle m'apporte une carrière prometteuse tout simplement. »

« Avec des salaires élevés ? »

« Avec des salaires élevés, bien sûr »

« Discrimination par l'argent », dénonce la Cour des Comptes. Il y a dans ces écoles deux fois moins d'enfants d'ouvriers qu'à l'université. Les écoles elles se défendent : « L'important pour nous est qu'un étudiant ne puisse pas être empêché de rejoindre une école comme la nôtre pour des raisons financières. Donc, il est clair que nous faisons un certain nombre d'efforts. Nous nous sommes là aussi beaucoup améliorés, nous avons beaucoup progressé sur ces dix dernières années pour accompagner nos élèves. »

Il existe pourtant une alternative. La voici. Ces étudiants ont choisi un IAE, un Institut d'administration des entreprises, une école de commerce publique.

« Entre payer 300 euros à l'université et puis 10 000 euros à une école de commerce j'ai préféré économiser 9700 et avoir un peu moins de notoriété et bénéficier d'un enseignement de même qualité. »

« Le problème dans tout ça c'est que ça renforce l'idée d'avoir, comme on dit parfois, une France à deux vitesses. En fait, on a des gens qui peuvent se permettre d'avoir des études qui coûtent des dizaines de milliers d'euros et certaines personnes qui ne pourront pas. »

Il existe une trentaine d'IAE en France. « En matière d'accès à l'emploi, d'accompagnement, de vie associative, etc., ils ne sont pas encore tout à fait aussi performants que les écoles de commerce. Mais en termes de contenus d'enseignement, franchement, entre une bonne école de commerce et un bon IAE il y a l'épaisseur d'un papier de cigarette. »

À la sortie des IAE plus de 80% des étudiants ont du travail mais ils ne bénéficient pas encore de la puissance du réseau des écoles privées.

VERS LE DALF

Compréhension orale

Première partie p. 143

On lance ainsi le débat avec, pour commencer, Vincent Berger, président de l'Université Paris Diderot-Paris VII. Bonjour. Vous, vous êtes plutôt du côté des pour et face à vous, plutôt à côté de vous, il y a Bernard Cerquiglini, linguiste. Nos téléspectateurs vous connaissent bien, vous présentez « Merci professeur » sur l'antenne de TV5 Monde. Et vous êtes, accessoirement, aussi recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie. Vous, vous êtes plutôt contre. Pourtant, l'article si controversé ne concerne pas la totalité de l'enseignement en France. Alors, pourquoi, en quoi est-il dangereux pour le français ?

– Je ne suis pas contre, je suis en faveur du français langue de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce que je veux dire, c'est que cette polémique me ravit pour deux raisons. Tout d'abord, elle rappelle qu'en France la langue est une cause nationale, une grande querelle et qu'on s'étripe en matière de langue depuis le 16^e siècle. D'autre part, elle

montre que la langue en soi n'est pas neutre. Passer du français à l'anglais dans l'enseignement supérieur ce n'est pas bouger un commutateur. Une langue a une vision du monde, elle implique une maîtrise, elle implique des connaissances. Et l'enseignement supérieur est de très haut niveau. Si on le fait en anglais, il faut que ce soit une grande langue et non pas du globish.

- Vincent Berger, il y a des enseignements en anglais à Paris 7 ?

- Oui, il y en a à Paris 7, il y en a dans toutes les universités françaises, dans la plupart des grandes écoles, naturellement...

- Vous avez l'impression de trahir une certaine vision de la France, du français ?

- Non, pas du tout parce que la science continue aussi à se faire en français. Et ce qu'il faut dire... D'abord, c'est qu'on était très surpris de cette polémique parce que le projet sur l'enseignement supérieur et la recherche comprend beaucoup de choses et pas seulement la possibilité d'enseigner en anglais dans les universités. Ce qui est vrai, c'est qu'aujourd'hui il y a plus de 800 cursus de master en France où on enseigne dans des langues étrangères. Pas seulement l'anglais d'ailleurs. Il y a de très beaux cursus. J'ai vu dans votre sujet Bruno Sire, le président de l'université de Toulouse. Il y a le cursus « Droit et espagnol » à Toulouse et c'est très intéressant, comme ça a été très bien dit dans votre sujet, parce qu'il faut que les étudiants qui vont travailler sur le droit avec l'Espagne maîtrisent des langages spécifiques, une langue de spécialité. Donc, c'est aussi pour nos étudiants, il faut qu'on arrive à leur enseigner le meilleur et la langue dont ils auront besoin dans leur métier.

- Mais en autorisant l'enseignement en anglais dans votre université, vous êtes hors la loi, non ? Vis-à-vis de la loi Toubon de 1994...

- Tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche sont hors la loi effectivement depuis un moment. Cet article, si vous voulez, permet une régularisation des pratiques que tout le monde fait.

- La loi Toubon, Bernard Cerquiglini, elle date de 1994, cette polémique a lieu aujourd'hui en 2013. Est-ce qu'on n'assiste pas à un combat d'arrière-garde si effectivement la réalité du terrain veut que l'anglais ait toute sa place dans l'enseignement ?

- Non, l'arrière-garde c'est l'idée que l'anglais seul suffit pour l'enseignement et la recherche. D'abord, on publie en anglais actuellement, on communique en anglais, on n'en déduit pas qu'il faille enseigner en anglais, que les étudiants français doivent apprendre de nombreuses langues, apprendre l'anglais, l'espagnol, le portugais, le mandarin, bien sûr. Naturellement, c'est évident. Mais pourquoi faut-il des cours dans une langue comme l'anglais...

- Madame Fioraso, la ministre de l'enseignement supérieur, vous répondra : pour attirer les étudiants étrangers.

- Pas seulement. Moi, je suis physicien de semi-conducteurs, j'ai écrit 150 articles de recherche, ils sont tous en anglais. Les étudiants qui rentrent en doctorat, les Français, il faut qu'ils maîtrisent la langue de spécialité. Ça ne s'apprend pas dans les cours d'anglais le vocabulaire spécifique aux semi-conducteurs. Et c'est dans les masters qu'on forme ces étudiants et dès lors qu'ils connaissent la langue de spécialité, ils peuvent arriver en thèse et vraiment offrir le meilleur d'eux-mêmes pour leur travail de recherche.

- Vous avez certainement lu la Une de Libération de ce matin « Let's do it », une véritable prise de position. « Cessons de nous comporter comme les derniers représentants d'un village gaulois assiégé », écrivent les journalistes de Libération. Vous leur répondez quoi ?

- Je réponds que le village gaulois, c'est eux. L'avenir, demain c'est le plurilinguisme dans la science. Il y a en Chine actuellement plus de 200 revues scientifiques en mandarin. Les Brésiliens veulent publier en portugais. Le plurilinguisme se développe, donc l'anglais bien sûr pour les publications mais apprenons d'autres langues et le français est une grande langue internationale.

Nous venons de tenir notre assemblée générale au Brésil, 610 universités, nous avons débattu en français. L'Afrique demain sera une puissance scientifique, elle va publier en français.

- Le français, une langue de spécialité, c'est possible aujourd'hui, Vincent Berger ?
- Prenez l'exemple des cursus franco-allemands qu'il y a à l'université de Strasbourg. On enseigne en allemand mais on enseigne aussi en français dans les universités allemandes qui sont partenaires de l'université de Strasbourg.
- C'est du plurilinguisme, je trouve ça remarquable. Remarquez que la polémique réduit l'article qui parle des langues étrangères à l'anglais, c'est très curieux comme réduction.
- Oui, parce que ça ne concerne pas que l'anglais.
- Tout à fait.
- Merci, messieurs, d'avoir accepté de débattre de cette question. Je rappelle que le débat à l'Assemblée commence dès demain.

Deuxième partie

Document 1 p. 144

C'est l'heure à présent de la revue de presse française présentée par Natacha Vesnitch. Bonjour, Natacha.

- Bonjour, Élisabeth.
- Une revue de presse commence donc avec *La Croix* qui consacre sa Une à la réforme de l'enseignement supérieur.
- Oui, elle arrive demain en commission à l'Assemblée Nationale et elle sera débattue à partir de la semaine prochaine. Un article qui fait polémique, c'est l'article 2 qui prévoit de développer des cursus en langues étrangères et plus particulièrement en anglais. Alors, d'un côté on a les responsables des Grandes écoles et des Universités qui jugent cette réforme indispensable pour l'attractivité et l'excellence de l'enseignement. Mais de l'autre, certains politiques et intellectuels qui déplorent un renoncement à défendre la place de la langue française face à l'anglais.

Document 2 p. 145

- Loriane Lafont, vous avez 22 ans mais vous, vous craignez cet avenir numérique pour les apprentissages. Alors, pourquoi ?
- Oui, complètement. Et pour répondre à ce que monsieur le professeur, Patrick Weil, était en train de dire, malheureusement, on peut être devant un écran et faire tout à fait autre chose en même temps, si vous voulez. Je lui répondrais que, pour avoir été en classe préparatoire récemment et en ayant eu la contrainte de devoir préparer un concours, mes consœurs et confrères passaient leur temps à ouvrir plein de fenêtres à la fois, à être sur facebook, etc. Donc, si déjà des gens qui sont majeurs, en train de passer des concours très difficiles, ne sont pas capables de s'autoréguler par rapport à leur pratique d'internet, je vous laisse imaginer ce que ça fait des enfants qui peuvent tout à fait, dès que papa ou maman ont le dos tourné, ouvrir je ne sais quel site et faire autre chose.

Document 3 p. 145

- On manifeste contre la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur qui est passée au Conseil des ministres hier matin. C'est la poursuite de la loi LRU, qui était donc une loi qui a été promulguée il y a 5 ans, 5-6 ans maintenant, par le précédent gouvernement.

- Le problème c'est qu'on a jamais de bonne réforme, donc on est obligé de lutter à chaque fois. On lutte, on lutte tout le temps, on nous voit manifester tout le temps et ça brûle le message. « Pourquoi ça râle encore ?! »